

Les va-t-en guerre du gouvernement

p. 6-7

Lutte ouvrière

**Crédit
Lyonnais :**
informatisation
et
rentabilisation
contre les
employés

p. 10.11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 882 - 27 avril 1985 - prix : 6 F

Nouvelle-Calédonie :

**Fabius est prévoyant
mais pas téméraire,
en 1987...
la droite tranchera.**



Les travailleurs émigrés et les élections :
**une partie de la classe ouvrière
exclue du droit de vote.**

sommaire

Dans le monde

Page 8 :

— Il y a 30 ans, la conférence de Bandoeng : le non-alignement a fait long feu.

Page 20 :

— Soudan : la dictature se maintient, la loi islamique aussi.

— Les USA et le Nicaragua : pas de rattrapage pour Reagan.

En France

Page 4 :

— C'est le printemps pour les profits capitalistes, mais les salaires ouvriers restent gelés.

Page 5 :

— Chevènement, ou l'école des pleutres.

Page 6 :

— Montand : « à la guerre, à la guerre... » comme si vous y étiez.

Page 7 :

— Pour Hernu, l'armement nucléaire c'est « merveilleux ».

Pages 10 et 11 :

— Au Crédit Lyonnais, après l'informatisation intensive, la rentabilisation tous azimuts.

— Carte à mémoire : le marché aux puces.

Page 12 :

— ULPAC Toulouse ; Schlumberger Montrouge.

Page 13 :

— Show Gomez à la Tour Eiffel.

— Renault-Billancourt ; Chausson Gennevilliers.

Pages 14 et 15 :

— Radios des Hospices civils de Lyon ; CRAM Rouen ; Caisse Vieillesse Paris 19^e ; CGCT Paris 15^e ; Alstom-Atlantique Saint-Nazaire.

Page 19 :

— Pentecôte 85 : bientôt la fête.

Culture

Pages 16 et 17 :

— Livres : *L'envers des pyramides* de D. Le Gac ; *L'escolier de dieu* de M. Waltari ; *Alice Van Meulen* de J. Duquesne.

— Films : *Au-delà des murs* ; *Subway*.

Page 18 :

— Films : *La maison et le monde* ; *Le jeu du faucon*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

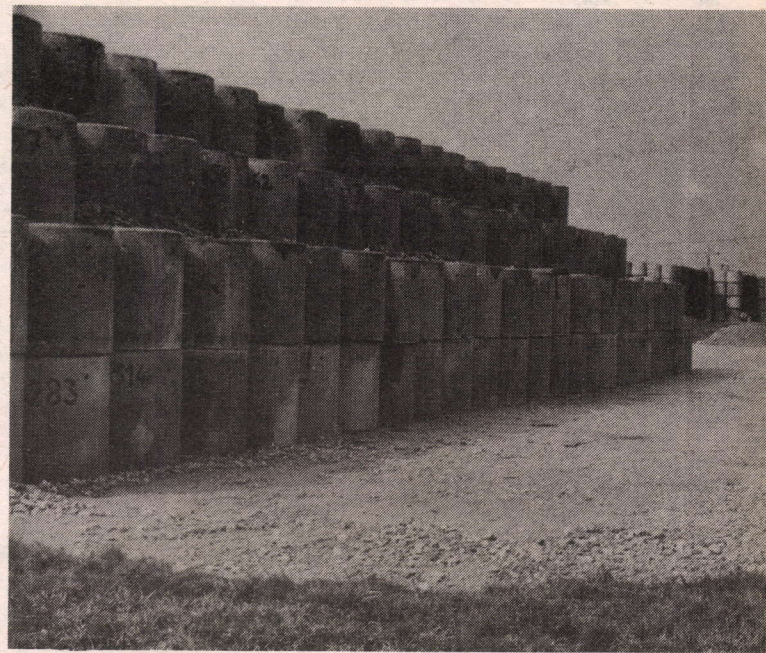
Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'Europe des déchets

Les dépôts sauvages de déchets toxiques semblent croître et multiplier en Europe. On connaissait déjà celui d'Hirson dans l'Aisne, où avaient séjourné les déchets contaminés par la dioxine de Seveso et où séjournent toujours des fûts à moitié rouillés contenant des acides divers et dangereux.

Voilà qu'on vient de découvrir à Plancenoit, en Belgique, près de Bruxelles, qu'une laiterie désaffectée servait de repaire à des centaines de fûts d'acides, de solvants chlorés, y compris, pour faire bonne mesure, des cyanures et de l'arsenic. C'est une société française, la SARP (Société d'assainissement rationnel (!) et de pompage), qui stockerait

Le pape et le Saint-Prépuce



Une vision fut...uriste.

en douce ses poisons à cet endroit ; le comble étant que les liquides étaient déversés dans la rivière voisine, au lieu d'être traités, jusqu'à ce que des voisins se plaignent.

Enfin, autre affaire, cette fois tout à fait officielle : le préfet de Moselle a confirmé que la décharge de Montois-le-

Montagne continuerait d'accueillir des poussières d'incinération de déchets toxiques provenant d'Allemagne fédérale.

Le Marché commun bat de l'aile. L'Europe politique, mieux vaut ne pas en parler. Mais l'Europe des déchets et des poisons... rien à redire : ça marche terrible !

Coup de semonce pour les nombreuses personnalités catholiques — à commencer par les responsables de l'Office catholique international du cinéma — qui avaient apprécié le dernier film de Godard : *Je vous salue Marie*.

Le pape Jean-Paul II a tenu personnellement à remettre ses brebis dans la bonne voie, en écrivant que ce film « blesse profondément le sens religieux des croyants ».

Parlez d'un sacrilège ! Oser représenter la prétendue « immaculée » conception autrement que sous la forme de l'habituelle histoire pour attardés que l'Eglise s'est obstinée à raconter depuis vingt siècles !

En tout cas si, comme a l'air de le penser le pape, c'est à ça que tient le « sens religieux des croyants » aujourd'hui, c'est vraiment qu'il ne tient plus à grand-chose !

(Communiqué)

« Super-Phénix » un léger frémissement

Nous recevons du Collectif d'opposition à Super-Phénix, le surgénératueur de Creys-Malville, le communiqué suivant sur les dangers de la mise en service de ce réacteur nucléaire :

« Un essai de montée en température a été réalisé pour vérifier que les vibrations du sodium allaient cesser à partir de 425° C. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'informer que l'essai a été stoppé à 395°, les vibrations allant en s'amplifiant.

C'est donc un deuxième échec cinglant pour les calculs d'extrapolations réalisés pour la construction de Super-Phénix et qui prévoyaient que les vibrations s'arrêteraient à 425°.

Actuellement le sodium est refroidi à 180°, ce qui permet d'ausculter plus facilement la cuve avec des caméras sous sodium. Il est prévu de remonter en température début juin, pour voir de nouveau si les vibrations continuent. Le chargement du réacteur en plutonium est toujours prévu pour le 14 juillet !

Qui osera prendre la responsabilité de reconnaître qu'il y a eu erreur dans la conception de Super-Phénix ? Existe-t-il un ingénieur capable de risquer sa

promotion en ralentissant la machine à sous du surgénératueur pour examiner la situation sous tous ses aspects ?

Il ne reste plus que le « Groupe permanent réacteurs du Service central de sûreté des installations nucléaires », dépendant du ministère de l'Industrie, pour stopper cette course folle en n'autorisant pas le chargement du plutonium tant que le problème des vibrations du surgénératueur, et donc la sécurité élémentaire des populations, n'aura pas été réglé.

Nous rappelons que le surgénératueur de Malville a été cons-

truit par extrapolation à grande échelle du petit réacteur Phénix, alors que celui-ci avait déjà eu beaucoup de problèmes de fonctionnement. Nous retrouvons cette même logique de fuite en avant avec l'extension de l'usine de retraitement de La Hague, alors que l'ancienne usine n'a jamais pu fonctionner correctement.

La France est en train de gaspiller beaucoup d'énergie, de savoir-faire, d'argent, dans une filière nucléaire qui apparaît de plus en plus bloquée techniquement et de plus en plus injustifiée économiquement. »

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Fabius est prévoyant, mais pas téméraire En 1987... la droite tranchera

DES diverses mesures annoncées par Laurent Fabius à propos du sort de la Nouvelle-Calédonie, celle qui est la plus remarquable est sûrement le renvoi du référendum sur l'indépendance... à la fin 1987, c'est-à-dire bien après les élections législatives de mars 1986, et presque à la fin du mandat de Mitterrand lui-même.

Voilà au moins une décision originale : renvoyer les problèmes gênants, ou les promesses pré-électorales de la gauche, à la future majorité de droite. Cela ne peut mécontenter que ceux qui espéraient quelque chose de la gauche... mais ils ne devraient plus être nombreux, pense sûrement Lionel Jospin, même en Kanakie.

Ah, si Mauroy, le prédécesseur de Jospin, avait eu la bonne idée de renvoyer ainsi, à après les élections législatives suivantes, la loi sur les nationalisations, celle sur le statut de la presse, ou celle sur l'école privée, le gouvernement socialiste aurait eu moins de problèmes... avec la droite !

Dans le cas présent, le gouvernement a essayé, comme d'habitude, de faire croire qu'il donnait satisfaction à tout le monde en appliquant sa tactique habituelle : quelques phrases démagogiques pour les plus pauvres, et quelques cadeaux importants, en sous-main, aux plus riches. Evidemment, les premiers peuvent être trompés un temps, mais pas longtemps, car derrière les mots il n'y a rien qui suit. Quant aux plus riches, ils empochent, en sous-main évidemment, mais ne cessent pas de crier publiquement pour autant.

Cela s'est passé ainsi pour les nationalisations, pour la loi sur l'enseignement, pour la loi sur la presse, pour les impôts, pour les licenciements. Et il n'y avait pas de raison pour qu'il en aille autrement pour la Nouvelle-Calédonie.

D'ici le référendum, la Nouvelle-Calédonie va être provisoirement divisée en quatre régions, dont on peut penser que deux seront à majorité européenne et deux à majorité kanake. Les deux premières comprendront bien sûr les régions les plus riches, et les deux secondes les régions les plus pauvres : c'est cela, le socialisme vu par l'actuel gouvernement.

Et puis, pour faire bonne mesure, la France construira à Nouméa une base militaire à grand renfort de fonds publics, car bien entendu, sur place, il n'y a aucune infrastructure pour accueillir cette base. Sur le plan politique, cela semble sous-entendre que la France, celle de Mitterrand et celle de Chirac, compte rester longtemps là-bas. Sur le plan économique, cela va faire des masses d'argent en travaux divers, en investisse-

ments ô combien non-productifs, qu'auront à se partager les 150 contribuables les plus riches de Nouvelle-Calédonie qui constituent la classe dominante de là-bas, qui possèdent les mines, le monopole des importations, le commerce, et qui ne sont bien sûr pas Kanaks. Pour eux, l'actuelle administration avait déjà, depuis cinq mois, décidé une multitude d'abattements d'impôts et d'avantages fiscaux. On a peine d'ailleurs à imaginer, vu d'ici, à quel point la rapacité des classes dirigeantes est encore plus cynique dans ces petits territoires que sont les ex-colonies, que dans la métropole. Bien sûr, comme d'habitude, cette manne d'argent empochée par la classe possédante locale, et ses valets politiques appointés, ne la fera pas taire. Car toute la politique passée du gouvernement socialiste a montré que plus la classe possédante protestait, plus elle obtenait de la part du gouvernement, qui n'est intransigeant que contre ceux qui n'ont pas les moyens de se faire entendre.

Alors, la Nouvelle-Calédonie n'est pas un problème réglé par le compromis laborieux de Mitterrand et Fabius. Et le gouvernement, d'ici les prochaines élections, n'a pas fini de reculer sur ce point comme sur d'autres. En attendant, la Nouvelle-Calédonie reste un territoire colonisé, pillé, même si maintenant il s'agit plus du pillage des fonds de l'Etat français que de celui du territoire calédonien.

Les dernières colonies françaises ne devront pas leur indépendance à un gouvernement socialiste. Mais de toute façon, elles seront un jour indépendantes, car même pour l'impérialisme, le colonialisme est une situation dépassée et historiquement condamnée.

Les 150 contribuables les plus riches de Nouvelle-Calédonie le savent bien : eux, ils se dépêchent de prendre aujourd'hui tout ce qu'ils ne pourront pas prendre demain. Et ils savent bien que le capital n'a pas plus de patrie que l'argent n'a d'odeur. Les Caldoches les plus pauvres, eux, feront sans doute un jour les frais de cette politique, car l'indépendance, lorsqu'elle se réalisera, inéluctablement se produira dans une situation telle qu'ils ne pourront pas rester là-bas.

En attendant, les Kanaks sont opprimés dans leur propre pays et nous, les travailleurs de France, que nous le voulions ou pas, nous opprimons ce peuple. Et un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

A moins que l'on pense que la liberté cela soit de se voir aujourd'hui imposer la politique de Chirac par Laurent Fabius, avant de la voir imposer, demain, par Chirac lui-même.

Arlette LAGUILLER

Renault

Les licenciements ne doivent pas passer

Au Conseil d'administration de la Régie Renault, le 23 avril, le nouveau P-DG Besse n'a annoncé aucune mesure spectaculaire. Mais il a annoncé officiellement les résultats financiers de l'année 1984 qui se solderaient par un déficit de 12,5 milliards de francs, presque 10 % du chiffre d'affaires. Le chiffre est de l'avis général un peu forcé ; les pertes que Besse peut annoncer aujourd'hui au compte de son prédécesseur Hanon, limogé en janvier, sont autant de déficit qu'il n'aura pas à annoncer en 1985, ce qui lui permettra de parler alors de redressement. Et dans ces 12 milliards, on compte rien moins que 4,5 milliards de « provisions », c'est-à-dire de dépenses inscrites d'avance pour financer les « mesures sociales » qui seront prises en 1985, c'est-à-dire... les licenciements.

Ces licenciements, Besse n'en a pas parlé, ou du moins il s'est gardé d'annoncer des mesures précises. Il a demandé que, pour redresser

la situation, on lui laisse « du temps et du silence ». Mais il a tout de même invoqué les exemples de Chrysler et de Fiat qui ont redressé leurs profits en procédant à des licenciements. La direction de Renault fait tout pour que chacun sache, à la Régie, qu'il y aura des licenciements et que tous sont menacés ; mais elle préfère ne pas en dire plus. « Il y aura des mesures prises au jour le jour », a annoncé Besse. Ce qui veut dire qu'on annoncera sans doute des suppressions d'emplois usine par usine, au coup par coup. Les bruits les plus divers continueront de circuler sur la stratégie de Besse : on a parlé de la fermeture de l'usine de Billancourt, voire de celle de Flins. Besse ne confirme ni ne dément et il veut éviter de dévoiler son plan d'ensemble.

La raison en est assez claire. Le gouvernement et les patrons de la Régie ont tiré à leur manière les enseignements du conflit Talbot l'an dernier. Ils veulent éviter que

l'annonce brutale d'un grand nombre de licenciements ne précipite un conflit qui risquerait de prendre une ampleur nationale ; non seulement du fait du nombre de personnes impliquées, mais aussi du fait que Renault garde, dans la classe ouvrière, une valeur de symbole qui ferait que, s'il y avait une réaction des travailleurs à la Régie, elle pourrait entraîner alors celle du reste de la classe ouvrière.

Besse, et derrière lui le gouvernement, sont donc prudents. Mais ils ne cachent pas pour autant leurs intentions, qui sont de faire payer aux travailleurs de la Régie les frais de leurs difficultés financières.

D'abord parce que, toute nationalisée qu'elle soit, la Régie ne connaît pas d'autre logique que celle du profit capitaliste. Le profit du capital doit rentrer, et d'ailleurs il rentre : dans les 12 milliards de déficit, il y a plusieurs milliards d'intérêts payés aux banques. Et quand cette gestion capitaliste se traduit par des pertes, c'est

aux ouvriers qu'on les fait payer.

Ensuite, pour le gouvernement, il s'agit de démontrer à la bourgeoisie, au patronat, qui regardent comment il va se sortir de l'affaire Renault, qu'il n'hésite pas à licencier, à affronter la classe ouvrière, dans les usines qui dépendent directement de lui comme chez n'importe quel patron privé. Le gouvernement, s'il aborde l'épreuve de force avec prudence, n'en veut pas moins l'engager, et la gagner.

Le problème est donc posé aux travailleurs de chez Renault, au moment où les menaces contre eux se font de plus en plus précises. Ils ont des atouts de leur côté ; la prudence de Besse montre au fond qu'il les craint. S'ils entrent en lutte, ils peuvent entraîner avec eux, sans doute, une bonne fraction des travailleurs du pays, créer un rapport de forces qui oblige le gouvernement à reculer, et finalement à mettre en veilleuse ses attaques, non seulement contre les tra-

vailleurs de chez Renault, mais contre l'ensemble des travailleurs. Par contre, si des licenciements se passent sans encombre chez Renault, alors c'est toute la bourgeoisie, tout le patronat qui s'en trouveront enhardis pour faire payer à la classe ouvrière, toujours plus et toujours plus cher, les frais d'une crise économique qu'ils sont incapables d'enrayer.

Toute l'attitude de Besse et du gouvernement montre que cette lutte, les travailleurs de chez Renault, mais aussi les autres, ne pourront pas l'éviter. Pour le moment seule la CGT, par la voix de Sainjeon, appelle à une journée dans l'ensemble des usines Renault le 10 mai. Mais c'est à tous les travailleurs de préparer la lutte pour mieux la gagner, et de la préparer eux-mêmes. Car c'est une affaire trop sérieuse pour s'en remettre aux seules initiatives que prendront les dirigeants syndicaux qui, eux aussi, ne disent ni leurs intentions, ni jusqu'où ils sont prêts à aller.

C'est le printemps pour les profits capitalistes, mais les salaires ouvriers restent gelés

Malgré tous les discours patronaux sur la dureté de la crise, la nécessité de la rigueur, on constate à la lecture de la presse patronale que les profits capitalistes sont florissants.

C'est ainsi que l'hebdomadaire américain *Fortune* annonce que, pour l'année 1984, la firme Chrysler a triplé ses profits : 2,4 milliards de dollars. Et à l'avenant, on peut y apprendre que les profits d'IBM sont de 6,6 milliards de dollars, Exxon 5,5 milliards de dollars, Ford 2,9 milliards, General Motors 4,5 milliards de dollars. Ce n'est décidément pas encore cette année que les patrons seront réduits à la soupe populaire. Car bien évidemment les salaires, que se versent les P-DG de ces firmes sont à la mesure des profits empochés. Les réductions de salaires, ce n'est pas pour eux. C'est ainsi que le P-DG américain de la General Motors aurait touché 1,6 million de dollars en 1984, soit 15 millions de francs, c'est-à-dire 1,2 million de francs par mois, autant que 250 ouvriers de la GM. Cela sans préjuger des revenus qu'il touche par ailleurs en tant qu'actionnaire.

Y'a de la galette

La semaine dernière, un tableau a été vendu près de 10 milliards de centimes.

Il y a quinze jours, le timbre-poste le plus cher du monde s'était vendu 770 millions de centimes.

Qui dira qu'on est timbré de vouloir faire payer les riches ?

Et il ne faudrait pas croire que ces bonnes nouvelles patronales ne concerneraient que les firmes américaines. Les bénéfices (avoués) des firmes françaises sont bien sûr plus modestes. Mais, à la lecture des bulletins d'entreprise *Lutte Ouvrière*, on s'aperçoit que les patrons n'ont pas de quoi pleurer misère. La SNIAS, entreprise bien française et nationalisée, aurait récupéré déjà, par le seul jeu des fluctuations du dollar, quelque 500 millions actuels de nos francs sur ses ventes à l'étranger. Et cela, c'est en quelque sorte un extra. Mais cela n'empêche bien évidemment pas le patron de se décarcasser pour maintenir, comme tous ses confrères, coûte que coûte les salaires en dessous du taux de l'inflation. Mis à part les 2 % touchés en janvier, déjà dépassés par l'inflation de trois mois, la direction envisage de n'accorder les prochaines augmentations générales (2 %, prévus initialement en juillet) qu'en octobre, voire en novembre.

Chez Rhône-Poulenc, autre entreprise nationalisée, même philosophie. La crise ? Ça a rapporté aux actionnaires du trust. Un chiffre d'affaires en progression de 18,8 % (dont plus de la moitié grâce à l'augmentation des prix) et

deux milliards de francs de profits en 1984. Le journal *Le Monde* notait que « jamais dans son histoire, même en 1974, année faste, Rhône-Poulenc n'avait gagné autant d'argent ». Bref, le succès pour les patrons du trust et pour le gouvernement. Par contre, quand on travaille à l'usine de Vitry et qu'on regarde sa feuille de paie, ou l'effectif de l'usine, c'est une autre paire de manches : l'une a augmenté de 3,5 % (moins que l'inflation) et l'autre continue de fondre (303 suppressions d'emplois sont prévues à Vitry).

Alsthom-Atlantique, autre trust nationalisé par la grâce de la gauche, est aussi un trust heureux ! Un bénéfice net de 270 millions de francs pour 1984, ce qui est en progression. Par contre, alors que le trust vient de recevoir d'importantes commandes, le dernier CCE a annoncé de nouvelles suppressions d'emplois (767, dont 582 licenciements secs) qui viendront s'ajouter aux 6 000 déjà opérées ces trois dernières années. Par contre, comme

il faut quand même bien des bras pour travailler à l'usine de Belfort le patron a demandé à l'Inspection du travail l'autorisation d'annuler les départs en pré-retraite prévus pour les 55 et 56 ans. A l'usine du Bourget, il est question pour certaines équipes du travail du samedi. Et, mal-

gré les profits en hausse, les actions qui progressent de 10 %, la participation (qui devait faire profiter les travailleurs des « fruits » de l'entreprise) s'avère pour 1984 égale à zéro. La devise du patron est « é-co-no-miser ». Ainsi, à l'usine du Bourget, des petits autocollants sont apparus pour inviter les travailleurs à économiser... l'électricité. Un service de cars, mis à la disposition du personnel depuis des années entre Le Bourget et la gare Saint-

Lazare, a été supprimé. Et ce ne sont là que ces petits exemples de la pingrerie quotidienne des patrons, exemples qui tendent à se multiplier...

Car il faut bien que les ouvriers se persuadent que la crise, c'est dur...

Le gouvernement, dans ses entreprises nationalisées, montre l'exemple : aux actionnaires, aux banques vont tous les profits ; aux ouvriers on réserve la crise et la rigueur.



Martinique

Au Lamentin, un capitaliste tire sur un jeune travailleur

L'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier*, dans son numéro du 20 avril, raconte comment un propriétaire de supermarché en Martinique s'est attaqué à coups de fusil à un jeune chômeur, fort qu'il était de sa situation de patron et de ses appuis dans l'administration coloniale et dans la police.

« La veille du week-end de Pâques, un jeune chômeur a été blessé d'un coup de fusil tiré à bout portant par le capitaliste Lancry, propriétaire d'une grande surface au Lamentin.

Celui que, dès le vendredi, le journal *France-Antilles* va désigner comme un voleur « présumé » n'est autre, qu'un jeune travailleur intérimaire qui en ce jour de vendredi saint, accompagné d'un de ses copains, avait décidé une partie de pêche à l'écrevisse dans la rivière de la Lézarde.

Arrivés sur les lieux à mobylette, les deux jeunes étaient juste là pour capturer leurs prises et partir.

Mais leur tort, pour quelques instants a été de longer la clôture du capitaliste Lancry. Car juste à ce moment deux vigiles, aler-

tés par la présence des deux jeunes, décidèrent sur ce simple fait d'appeler Lancry et les gendarmes.

Arrivé sur les lieux et armé d'un fusil de calibre 12, Lancry, bien que constatant que les deux jeunes étaient hors de sa propriété, fit comme font tous les capitalistes rendus arrogants par la possession d'une arme : il insulta puis menaça les deux jeunes de son arme.

L'un des deux, ne comprenant rien de ce qui arrivait, décida de s'enfuir. L'autre, à deux pas de Lancry, lui fit face et lui demanda des explications.

Lancry, qui n'a pas voulu regretter de s'être déplacé pour rien, braqua son arme sur le jeune Bredas qui se trouvait à 1,50 m de lui, et fit feu, atteignant le jeune homme au genou droit.

L'autre genou reçut du plomb mais ne fut pas aussi atteint.

Plus tard, pour tenter de justifier son acte odieux, Lancry dira aux gendarmes, qui vont le laisser partir sans être inquiété, qu'il s'est senti menacé par Bredas, qui bien sûr ne possédait pas l'ombre d'une arme.

Cette affaire est un exemple du racisme anti-jeunes aux Antilles. Car être jeune ou chômeur, ou les deux à la fois, c'est se trouver presque désigné à l'avance comme victime des mauvais coups des possédants et de ceux qui veulent protéger leurs privilèges.

Bredas sera peut-être demain estropié parce qu'un capitaliste l'a tout simplement voulu, se sachant d'office protégé par la complicité des gendarmes.

Grand-Quevilly (Seine-Maritime)

Des centaines de manifestants contre une agression raciste

Le 9 avril, vers 18 heures, un travailleur sénégalais de 53 ans, employé à l'usine d'AZF de Grand-Quevilly (dans la banlieue de Rouen), était agressé en pleine rue, à proximité d'un foyer de travailleurs immigrés.

Une voiture fonçait sur le trottoir où il marchait. Ses deux agresseurs ont pris la fuite sans que les témoins puissent intervenir. Personne n'a pu relever le numéro.

Ce travailleur était hospitalisé avec une fracture du crâne. A l'heure actuelle il est toujours à l'hôpital, dans un état assez grave.

Prévenues par la famille, les associations locales de solidarité avec les travailleurs immigrés organisaient le lundi suivant une réunion dans le quartier où s'était produite l'agression.

Une centaine de personnes y assistèrent, pour la plupart des habitants du

quartier, dont de nombreux jeunes. Il y fut décidé d'appeler à une manifestation pour le vendredi suivant.

Les travailleurs d'AZF ont appris l'agression et l'appel à la manifestation dans le bulletin *Lutte Ouvrière* qui paraît dans cette entreprise. Le lendemain, le syndicat CGT de l'usine appelait également à cette manifestation.

Le vendredi, 700 personnes environ se sont retrouvées devant la mairie de Grand-Quevilly, à l'appel des associations de solidarité, de *Lutte Ouvrière*, de la LCR et de la CGT notamment.

Les jeunes du quartier et de l'agglomération formaient une partie importante du cortège. La manifestation s'est terminée devant le foyer proche du lieu de l'agression.

Correspondant L.O

Chevènement ou l'école des pleutres

Dans les prochaines semaines, 320.000 exemplaires des pensées de Chevènement vont envahir les écoles. Et dès le mois de mai chacun pourra se les procurer dans n'importe

quel kiosque ou supermarché. Ce petit livre rose de la pensée chevènementesque, ce sont ses nouvelles directives concernant l'enseignement dans les écoles primaires.

Et là, incontestablement la démarche de Chevènement a quelque chose de nouveau : alors que tous ses prédécesseurs s'efforçaient de convaincre qu'ils allaient de l'avant, Chevènement, lui, fait tout pour indiquer qu'il retourne en arrière.

Ainsi, on en reviendrait à l'ancienne conception d'un programme strictement défini, composé des bonnes vieilles disciplines imposées d'antan. C'est une façon pour Chevènement de « flatter tous ceux qui crient à la pagaille », créée d'après eux par des conceptions plus souples et par le développement des activités dites « d'éveil », dans lesquelles les instituteurs étaient censés s'appuyer sur l'activité spontanée et les centres d'intérêt des enfants.

Et pour Chevènement, les disciplines seraient donc au nombre de sept, pas une de plus, pas une de moins.

D'abord le français, les maths, l'éducation physique et l'éducation artistique. Ça ne changera pas beaucoup, et en particulier rien du tout au fait que dans ce domaine, ce qui manque le plus, ce sont des locaux adaptés et des enseignants qualifiés.

Vient ensuite le « gadget » de Chevènement. Il appelle ça « sciences et technologies », puisque, modernisation oblige, il s'agit de familiariser les jeunes avec les technologies nouvelles et en particulier avec la micro-informatique. Allons, les constructeurs de jeux électroniques et de micro-ordinateurs ont encore de beaux marchés en perspective !

En histoire-géographie, contrairement à son prédécesseur Savary qui avait incité à une ouverture sur l'Europe, Chevènement, lui,

ne veut connaître que la France et « nos ancêtres les Gaulois ».

Quant à l'éducation civique, on en revient à celle de la « ligne bleue des Vosges », puisqu'il s'agit d'enseigner aux enfants « les symboles de la République : Marianne, le drapeau tricolore, la Marseillaise et le 14 juillet ». Inculquer le chauvinisme et la vénération pour le torchon tricolore qui flotta sur les champs de bataille de deux boucheries mondiales et d'innombrables guerres coloniales, quel idéal enthousiasmant et formateur pour le pédagogue Chevènement !

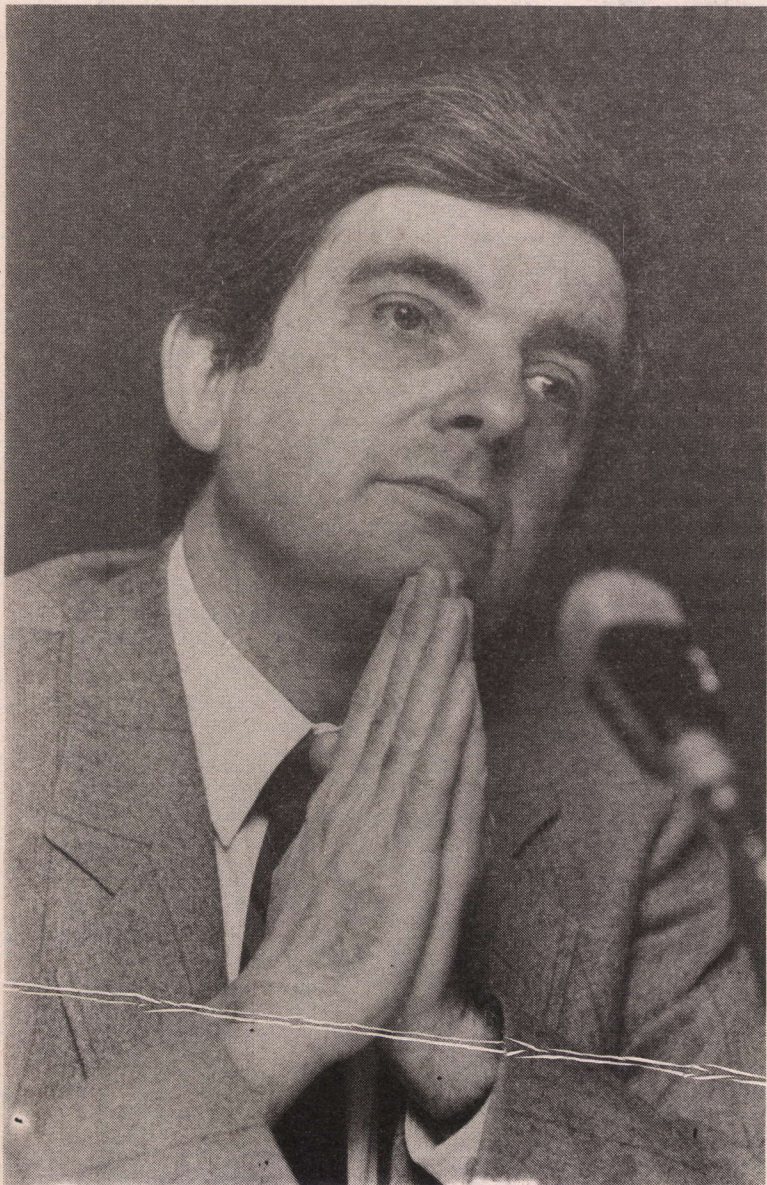
Bref, comme l'écrit un député socialiste dans une tribune libre de *Libération*, « Chevènement, c'est Jules Ferry plus la micro-informatique ». Sauf que Jules Ferry, il y a un siècle, faisait figure de novateur !

En tout cas, c'est bien cette image-là qu'il recherche. Car son objectif n'est

pas pédagogique, il est démagogique. Par sa voix, comme il l'a déjà fait dans tant d'autres domaines, c'est aux électeurs de droite que s'adresse le gouvernement. Il veut rassurer tous ceux que la droite a réussi à mobiliser pour la défense de l'école privée, et tous ceux qui se méfient de l'école laïque pour des raisons variées — et parfois, dans les grandes villes ou les banlieues, parce qu'ils ne veulent pas voir leurs enfants assis sur les mêmes bancs que les enfants des travailleurs immigrés. Et pour cela, il est prêt à infliger une bonne dose de morale bien-pensante et de chauvinisme tricolore aux enfants du primaire.

Ce n'est bien sûr pas cela qui vaudra aux socialistes la gratitude des électeurs de droite, et ils le savent bien, mais ils n'en sont plus à une reculade près !

François ROULEAU



Il ne manque plus que le catéchisme obligatoire !

Mitterrand complice des flics espagnols

A Madrid, alors que la semaine dernière deux des trois membres supposés de l'ETA militaire qui avaient été extradés de France en septembre dernier avaient été acquittés, le troisième, Lujumbo Galdeano, a été condamné lundi 22 avril à 53 ans de prison.

Il était accusé, au même titre que les deux autres, d'avoir fait partie de divers commandos qui avaient tué des policiers espagnols. Les trois accusés niaient tout en bloc, et les seules « preuves » dont disposaient les policiers espagnols étaient les « aveux » de membres de l'ETA déjà incarcérés... « Aveux » sur lesquels ces derniers étaient revenus sitôt qu'ils avaient pu comparaître, accusant la police de les avoir torturés.

Les deux acquittés l'ont été parce qu'il devait être difficile de faire autrement. Quant au troisième, sa condamnation en paraît d'autant plus surprenante... Mais, ainsi que l'a dit l'avocat du condamné, « trois acquittements n'auraient pas été possibles, à cause de la pression de certains milieux ».

C'est en septembre dernier que, à la suite d'un avis favorable émis par la cour d'appel de Pau, Mitterrand avait accepté l'extradition en Espagne de

trois réfugiés basques, tandis que quatre autres étaient expulsés au Togo. Les arguments invoqués à l'époque par les dirigeants français tenaient en peu de mots : « L'Espagne est aujourd'hui une démocratie. Rien ne peut donc justifier la poursuite de la lutte au Pays basque par des moyens violents. Et les délits commis dans ce cadre ne sont que des délits de droit commun. »

Pas un mot sur le fait que, dans la « démocratie » espagnole, la police continue à torturer les militants basques — et la quasi-totalité des actions dont on accusait les extradés avaient été dirigées contre la police espagnole. Cette même police espagnole dont les liens avec le GAL sont notoires ; et le GAL a assassiné en France, avant l'extradition et depuis, plusieurs Basques réfugiés en France !

Un des trois extradés a été lourdement condamné. Et cette affaire montre que, pour les « socialistes » Mitterrand et Badinter en France, ou le « socialiste » Gonzales en Espagne, le respect des droits de l'homme n'est qu'un thème de discours du dimanche, vite oublié quand il s'agit de s'aplatir devant les exigences de leurs polices.

J.J.F.

Le train de la pub de Chevènement

Le « train-forum de l'Education nationale », l'opération publicitaire lancée par Chevènement, fait escale ce mardi à Tours.

Ordinateurs, techniques de pointe, expériences pilotes sont ainsi montés en épingle à l'attention du public.

Mais toute cette poudre aux yeux ne suffit pas à cacher les conséquences de l'austérité,

qui n'épargne pas l'école et que nous connaissons bien en tant que parents : les fermetures de classes (plusieurs dizaines dans le département), et donc des classes de plus en plus surchargées, les places insuffisantes dans les lycées professionnels par exemple, et le trou dans notre budget à l'époque de la rentrée, car l'école est bien loin d'être gratuite...

Grandes surfaces : danger, gardien en liberté !

Après avoir été injustement accusée du vol d'un pot de crème dans un supermarché de Champigneulle (Seine-et-Marne), une femme âgée de 62 ans s'est jetée dans un canal voisin. Une autre personne âgée s'était déjà donnée la mort dans des circonstances analogues en Bretagne, à Morlaix, en 1983.

Au cours des dernières semaines encore, une mère de famille de Vaulx-en-Velin a porté plainte contre un supermarché dont les gardiens l'avaient accusée de vol et fouillée.

Car les gardiens à la mine patibulaire qui font les cents pas devant les caisses des grandes surfaces, souvent accompagnés de chiens aussi peu enga-

geants que leur maître, font désormais partie du paysage quotidien. Et, sous prétexte qu'ils portent une arme à feu à la hanche, il arrive fréquemment que ces individus se considèrent investis d'une autorité qui leur donne tous les droits. Pour ceux-là, les clients ne sont que des coupables en puissance, que l'on peut accuser, interroger, fouiller (d'ailleurs en toute illégalité), voire malmenier en toute impunité. En cas d'erreur, ils ont la certitude de n'avoir fait que leur devoir. On les paie pour être « efficaces », pas pour s'occuper de ce qui peut arriver ensuite, en dehors du magasin, ni de la façon dont leurs victimes réagissent au fait d'avoir été traitées comme des malfaiteurs.

Il est probable que les responsables de la sécurité des grandes surfaces considèrent ces deux suicides comme des « bavures regrettables ». Mais le pire, c'est qu'ils ont le culot de justifier ces méthodes de gangsters par la nécessité de se protéger contre la « fauche » ; une fauche réelle sans doute, mais contre laquelle ils s'assurent en quelque sorte puisque chacun sait que tout libre-service incorpore par avance dans ses prix un certain pourcentage correspondant aux vols prévisibles.

De toute façon, de telles méthodes sont intolérables, et rien ne peut justifier que l'on puisse traiter les gens de pareille façon, même « par accident » !

« A la guerre, à la guerre... »

Comme si vous y étiez !

Rien n'avait été négligé pour assurer le succès de l'émission *La guerre en face* d'Yves Montand, jeudi 18 avril sur FR3 : premières pages racoleuses dans les journaux, annonce de la parution d'un numéro spécial du *Point*, l'émission était déjà, dans la presse et sur les ondes, l'événement de la semaine, avant même d'avoir eu lieu. La Haute Autorité de l'Audiovisuel elle-même, censée veiller à l'impartialité de l'information, avait interdit à la chaîne Antenne 2 de diffuser le film *La grande vadrouille* en même temps que *La guerre en face* passait sur FR3. Il faut croire que, pour elle, la concurrence comique de Bourvil aurait été fatale au chanteur reconverti en homme-sandwich du militarisme. Le téléspectateur aurait donc dû, normalement, regarder *La guerre en face* dans les yeux de Montand. Mais, comme il n'y a pas encore un soldat dans chaque chaumière pour choisir la chaîne que l'on regarde, il semble qu'au vu des premières images lesdits téléspectateurs aient préféré tourner le bouton. L'événement télévisuel de la semaine est tombé à l'eau, et les réalisateurs ont fait grise mine en apprenant que l'émission n'avait obtenu que 14 % de taux d'écoute.

Quant à ceux qui l'ont vue,

ils sont sans doute plus d'un à s'être dit qu'on les prenait pour des imbéciles. Les procédés choisis brillaient surtout par leurs grosses ficelles. Musiques bruyantes, déferlement d'images « choc » en tout genre venaient à l'appui d'un scénario choisi pour inspirer la peur du « rouge » : les soldats russes déferlaient sans difficulté sur une Europe occidentale endormie et chloroformée par des années de prospérité, hésitant à se servir de ses armes, paniquée par l'utilisation des armes chimiques par une armée soviétique sans scrupule. L'opinion occidentale a eu le tort de se déshabituer de la guerre, plaideait Yves Montand, en nous montrant un supposé « Français moyen », sans doute choisi pour sa débilité, dont les souvenirs de jeunesse se bornaient aux rock'n roll dansés dans les années soixante ; bref, au bonheur, à la paix, à la prospérité et autres « acquis » aujourd'hui menacés par les méchants d'au-delà du rideau de fer.

Pour être sûr que l'on ait bien compris, le pédagogue Montand, décidément un peu rétro, terminait chaque partie de l'émission par un résumé, intitulé « idées à retenir », comme dans les livres d'école du cours élémentaire.

Supposé écrasé de terreur

au fond de son fauteuil par la menace russe ou bien — autre variante — par celle de « boat people » pleins de maladies fuyant quelque régime totalitaire installé au Maghreb ou au Moyen-Orient et débarquant sur les rivages de la douce France, le téléspectateur était prié de s'enfoncer dans le crâne la leçon suivante :

1) L'Europe ne doit plus s'estimer protégée par le « bouclier » américain.

2) Or elle n'a pas les moyens militaires de résister aux Russes.

3) Actuellement, les Etats européens consacrent à l'armement une fraction de leurs budgets plutôt inférieure à ce que font les USA ou l'URSS.

4) Il faut donc comprendre que la défense de « notre bonheur » coûte cher, lui consacrer l'argent qu'il faut...

5) ... et qu'au projet stratégique de « Guerre des étoiles » lancé par Reagan aux Etats-Unis, ou aux projets du même ordre qu'on suppose concoctés par les Russes, répondent des études — et des dépenses — du même ordre, côté européen.

Et voilà. Eurêka ! Vous avez trouvé : en toute indépendance bien entendu, cette émission venait apporter de l'eau au moulin de ceux qui, dans les



milieux du ministère de la Défense ou dans ceux des industriels de l'armement, plaident pour que l'Etat engloutisse encore plus d'argent dans ce type de dépense. Il venait tout simplement à la rescousse, sans le dire, du projet élyséen de défense européenne baptisé « projet Eurêka ». Il s'agirait de lancer, à l'échelle européenne, un programme de recherche analogue à la « Guerre des étoiles » de Reagan. Ça ne servirait peut-être à rien — du moins on l'espère — mais cela mettrait encore un peu de beurre sur la graisse des Dassault, Matra, Thomson et autres trusts, privés ou non, spécialisés dans les engins de guerre, qui ne

pourront pas toujours se contenter de la menue monnaie rapportée par les fournitures de la guerre Irak-Iran.

Si, après ce pesant scénario, vous n'avez pas encore compris, si vous n'avez pas envoyé spontanément un chèque aux engins Matra — et un pourboire à Montand — c'est que vous êtes bouché, ou alors que vous êtes un de ces pacifistes « probablement manipulés par les services secrets soviétiques », comme le suggérait l'émission. On va certainement, un de ces jours, recommencer à vous « expliquer ». Mais de toute façon, pour payer, on ne vous demandera pas votre avis.

André FRYs

Belgique

Trois jours de trou pour huit députés

Huit députés belges, écologistes, ont été jetés en prison pendant trois jours, comme de vulgaires malfaiteurs : il paraît que l'immunité parlementaire ne vaut pas en cas de flagrant délit.

Or ces petits trublions avaient symboliquement franchi les clôtures de la base militaire de Florennes, pour protester contre l'installation des seize premiers missiles Cruise, sur les quarante-huit que doit accueillir la Belgique. Leurs collègues parlementaires les ont fait libérer, mais ils sont inculpés pour « violation de terrain militaire ».

A quand l'inculpation de tous les officiers en grandes manœuvres, pour « violation de terrain civil » ?

Foire de Lille

Là où il n'y a pas de Zen, il n'y a pas de plaisir

Le député socialiste A. Vivien a récemment publié un rapport sur les sectes, les présentant comme un véritable fléau social, comme l'ennemi numéro un. Il craignait, disait-il, pour les jeunes qui se faisaient endoctriner.

Eh bien, des sectes ont eu pignon sur rue et ont fait recette pendant huit jours à la foire commerciale de Lille, qui draine des centaines de milliers de personnes chaque année. Pour s'initier aux « spiritualités orientales », une série de conférences sur les « Lumières d'Orient » était organisée par l'association Zen International, l'Institut international Bouddhique, etc.

Il y avait même une « zone de silence et de recueillement »,

pour permettre de s'initier à la méditation orientale et un « dojo où le visiteur peut faire l'expérience de l'unité du corps et de l'esprit, par la pratique de la méditation assise » : le zazen » (extrait de presse qui, elle aussi, bien sûr, vantait les charmes du zen).

On savait déjà que toutes les bondieuseries catholiques, protestantes et autres se vendent bien et que de Lourdes à Rome il y a des foires spécialisées pour cela. Mais là, il s'agit d'une première, paraît-il, dans le cadre d'une foire à vocation commerciale. Une façon de reconnaître que le mysticisme, ça se vend comme une machine à laver, et que ça doit rapporter gros.

Un monde à l'envers

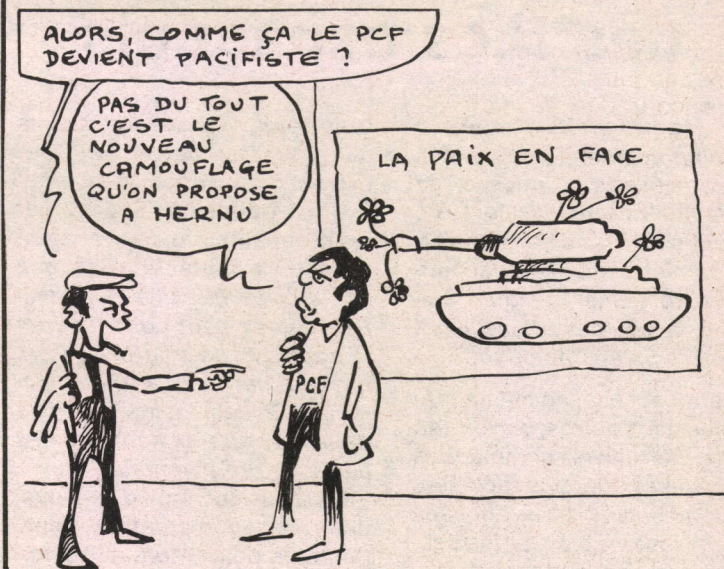
Des amendes de 1 000 à 5 000 F. dix mois de prison avec sursis pour Akka Ghazi et deux autres délégués CGT de Citroën-Aulnay, 5 à 8 mois pour une douzaine de militants CGT : tel est le verdict de la 15^e chambre correctionnelle de Bobigny, pour les incidents de février 1983 qui avaient vu s'opposer grévistes et non-grévistes.

Les accusés ont été reconnus « coupables du délit d'entrave au libre exercice du travail ».

Par contre, dans cette société d'exploitation, licencier 1 950 travailleurs comme l'a fait la direction de chez Citroën en août dernier, ça, ce n'est pas une « entrave au libre exercice du travail »...



Le PCF pour une guerre bien française ?



Le PCF, choqué — à juste titre — par la diffusion de l'émission d'Yves Montand, fait campagne pour qu'ait lieu une contre-émission. Celle-ci devrait avoir lieu à la même heure, sur la même chaîne, et le PCF lui a déjà trouvé un titre : *La paix en face*. La campagne occupe régulièrement les premières pages de *l'Humanité*.

On est pourtant en droit de se demander ce que le PCF voudrait mettre dans une telle émission, lorsqu'on passe à la page suivante. C'est ainsi que, dans son édition du 24 avril, *l'Humanité* affirme son soutien au projet français d'avion de combat *Rafale*.

qu'elle accuse le gouvernement de vouloir saborder en faisant « la courte échelle aux industriels ouest-allemands et britanniques ». Appuyant un débrayage organisé par la CGT dans un certain nombre d'industries d'armement, « pour un décollage 100 % français », elle proclame que « la France doit continuer à produire les armements dont elle a besoin, sans participer aux projets de guerre froide de l'OTAN ».

Comprenne qui pourra. Si *La paix en face* c'est la même chose que *La guerre en face*, mais en plus tricolore, il va falloir revoir le vocabulaire.

A.F.

Pour Hernu, l'armement nucléaire c'est « merveilleux »

A peine Yves Montand avait-il terminé son show télévisé sur le thème « Ah mon dieu, que la guerre est jolie ! », que Charles Hernu, le ministre de la Défense, lui succédait et, sous la forme d'une interview à FR3, offrait une conclusion à l'émission. Après le bouffon, le ministre...

Hernu y présenta quelques-unes des orientations de son gouvernement par rapport à ce qu'il a appelé « la merveilleuse incertitude de la dissuasion nucléaire ».

Hernu y est allé de ses fanfaronnades sur la riposte nucléaire, pour justifier une force de frappe aussi coûteuse qu'inutile. Un terrain où Hernu est à l'aise depuis les tout premiers jours du gouvernement de gauche.

Evidemment, ceux qui se souviennent encore des prises de position de la gauche quand elle était dans l'opposition auront peut-être l'impression qu'elle a changé de discours. Encore que ce n'est pas si sûr. Après tout, n'est-ce pas Mendès-France qui a créé, le 26 octobre 1954, la « Commission supérieure des applications militaires de l'énergie atomique », l'organisme qui est à l'origine des recherches qui ont conduit à la première bombe atomique française en 1960 ? Mais il est vrai qu'en 1954 Mendès était au gouvernement...

De fait, même dans l'opposition, la gauche n'a fait des déclarations contre la force de frappe que tant qu'elle n'avait pas de perspectives gouvernementales.

LA GAUCHE ET LA BOMBE : DU NON...

En 1965 François Mitterrand, le candidat unique de la gauche, pas encore unie, pour les premières élections présidentielles, déclarait à propos de la force de frappe française : « Ce sont là des dépenses somptuaires. Elles ne peuvent assurer la sécurité de la France, bien au contraire. Elles la désignent plutôt comme une cible (...), si un conflit éclatait ».

Deux ans plus tard, il expliquait encore que la gauche était « contre la course à la bombe atomique. (...) Il n'est pas de danger plus terrible pour l'espèce humaine. (...) Il ne faut pas hésiter à le proclamer : la dissémination de l'arme nucléaire conduit à l'extension des conflits ».

... AU OUI !

Mais déjà en 1969, Mitterrand reconnaissait le fait nucléaire : « Bientôt, notre armement atomique sera une réalité irréversible. On ne le noiera pas comme de petits chiens ». La révision était engagée. Lors de la rédaction du Programme commun de la gauche en 1972, alors que le PCF proposait encore l'expression de « destruction de la force de frappe », les socialistes obtenaient déjà de parler seulement de « renonciation ». Le 11 mai 1977, Georges Marchais se déclarait partisan de la bombe française. Et la convention socialiste de janvier 1978 faisait elle aussi un pas de plus et prévoyait le maintien de l'arme atomique « en état ».

Chez les socialistes, Hernu, qui suivait depuis 1971 les « questions militaires », a pesé de tout son poids pour rallier les militants socialistes à l'armement nucléaire. Dominique Taddei, militant du PS, commentait ainsi en 1977 ses

manœuvres : « On a parfois l'impression qu'au lieu de créer un groupe socialiste de pression au sein de l'armée, on a fini par créer un groupe de pression militaire au sein du PS ».

HERNU AIME LES MILITAIRES DE CARRIERE...

Il ne faut donc pas s'étonner si, à peine arrivé à la tête de son ministère en 1981, Hernu déclarait devant trois cents officiers et sous-officiers présents : « Messieurs, il faut que vous sachiez que je vous aime tous ! ».

Le ton était donné. Alors que le gouvernement PC-PS, à ses débuts du moins, se donnait des airs de changement, pour faire illusion le plus longtemps possible, Hernu, lui, ne s'est jamais donné la peine d'enfiler des habits roses. Sa tendresse pour l'institution militaire s'est même manifestée concrètement, quand il a pris position pour le maintien du cumul des retraites pour les ex-militaires qui ont un emploi civil.

Le 11 juillet 1981, Hernu précisait ses intentions. La France devait avoir une force d'intervention extérieure. La dissuasion nucléaire indépendante serait « développée ». L'arrêt de toute exportation d'armes serait une « folie ». Par ailleurs, l'armée et l'Education nationale devaient collaborer. La réduction des dépenses militaires était exclue.

... MAIS PAS LES APPELES !

Un programme que Hernu a respecté depuis qu'il est en place. On ne peut pas en dire autant des promesses de la gauche qui concernaient les appelés et le service national : la liberté de réunion et d'association pour les appelés,

la suppression de la censure dans les casernes, la réduction du service militaire à six mois. Elles ont été bel et bien enterées.

Périodiquement, bien sûr, Hernu est revenu sur la question. Il a parlé d'« adapter » le service national. Après avoir déclaré : « Le problème n'est pas de savoir si la durée du service militaire doit être de six, douze ou quinze mois, c'est un faux problème »... il décidait de s'attaquer à la durée du service militaire. Il pourrait être réduit à six mois, annonçait-il en mai 1983, si... suffisamment de volontaires acceptaient d'en prendre pour seize à trente-six mois. Finalement les députés votèrent un projet qui permet désormais de faire deux fois douze mois au volontariat. En fait de raccourci, c'était une rallonge.

Son attitude conservatrice lui a valu les félicitations d'un professionnel, Bigeard, qui déclarait au début du septennat : « Charles Hernu n'a touché à rien, et c'est bien ». Il souhaitait qu'il « continue à être séduit par notre armée ».

HERNU HOMME A TOUT FAIRE DES MILITAIRES ET DES MARCHANDS DE CANONS

Il n'y a pas à dire, Hernu a été séduit. Il n'a pas raté une seule inauguration de sous-marin atomique, ces *Terrible*, ces *Saphir*, bijoux aussi coûteux qu'inutiles. Depuis 1982, la bombe à neutrons peut être produite en série. Les marchands de mort sont contents.

Tout cela coûte cher. Mais aucun budget présenté par Hernu, qu'il ait eu ou non l'assentiment de la droite, n'a réduit le poste des achats de matériel sophistiqué. Au contraire. Rien n'est jamais trop beau ni trop cher quand il s'agit de doter le fleuron de l'armée française, la

Les mauvaises fréquentations d'Hernu...



... lui ont-elles porté à la tête ?



Force d'Action Rapide.

Evidemment, le raid raté des *Super-Étendard* français sur Baalbek contre les milices chiites a mis une fausse note : ce ratage d'objectif pouvait laisser penser au contribuable que les dépenses en matériel militaire n'étaient pas d'une efficacité prouvée et servaient surtout à remplir des coffres des Dassault et compagnie. Mais cela n'arrête pas Hernu. Il se met en quatre : en treillis pendant les manœuvres militaires, ou en costume pour vendre des *Mirage* à des chefs d'Etat étrangers en proclamant : « Oui, j'ai bonne conscience quand je vends des armes ».

Hernu toujours prêt ! Même pour les basses besognes. Les

dockers CGT de Cherbourg avaient-ils promis aux antinucléaires de ne pas décharger des navires chargés de déchets nucléaires en novembre 1981 ? Qu'à cela ne tienne, Hernu faisait aussitôt appel à l'armée pour qu'elle fasse le travail des dockers...

Quand on se décarcasse comme ça, forcément on se fait remarquer. Comme le disait un député RPR : « Avec le Tchad, le Liban et le reste, la gauche a réussi à rendre l'armée sympathique et les Français militaristes. Nous, on n'y était jamais arrivés ». Avec de tels satisfaits, il ne faudra pas s'étonner si Hernu demande à remplir.

Jacques FONTENOY

Il y a trente ans

Avril 1955 : la conférence de Bandoeng

Le « non-alignement » a fait long feu

Il y a trente ans, du 18 au 24 avril 1955, se tenait à Bandoeng, dans l'île indonésienne de Java, une conférence qui réunissait les représentants des gouvernements de 29 pays pauvres. Ces pays, tous indépendants et beaucoup depuis peu, regroupaient un milliard et demi d'hommes et de femmes — la majorité de la population de la planète à l'époque. Cette conférence de ceux qui prétendaient représenter « les damnés de la terre » se tenait en pleine vague de décolonisation. Mais la décolonisation était loin d'être achevée : l'Afrique restait toujours sous tutelle coloniale, principalement française, et six mois plus tôt venait de commencer la guerre d'Algérie.

C'est donc sous le signe de l'anticolonialisme que se tenait la conférence. Pour Sukarno, le président de la République d'Indonésie, il s'agissait d'*« un nouveau départ dans l'histoire »*, d'une ère nouvelle pour des pays unis *« par la haine commune du colonialisme, sous quelque forme qu'il apparaisse. »* L'indépendance et l'union des pays pauvres étaient censées offrir des temps meilleurs pour les centaines de millions de déshérités que les pays riches avaient pillés, exploités, transformés en esclaves coloniaux.

« Tournant de l'histoire », « réveil des peuples colonisés » : c'était aussi de cette manière que la gauche des pays riches voyait les choses. Dans un monde divisé en deux blocs, en pleine Guerre Froide, n'était-ce pas là la naissance d'une « troisième force », et la conférence de Bandoeng ne devait-elle pas donner naissance, quelques années plus tard, au Mouvement des pays non-alignés ?

UNE UNION QUI A FAIT LONG FEU

Aujourd'hui, les cérémonies commémoratives de l'événement ont certes réuni, à Bandoeng, de nombreux pays. Mais cette union au sommet des pays pauvres a fait long feu. La Chine, dont la participation en 1955 était une première percée diplomatique en dehors du bloc soviétique, si elle est à nouveau présente à Bandoeng, n'en est pas moins considérée par l'Indonésie comme un ennemi et, selon le gouvernement indonésien, pays invitant, il ne s'agit là que d'un « *dégel provisoire* »... La Birmanie a rompu avec le mouvement des non-alignés en 1979, pour protester contre l'attitude de Cuba. L'Irak et l'Iran, présents en 1955, sont aujourd'hui en guerre. Et, surtout, l'espoir qu'a pu représenter pour les pauvres de tous ces pays pauvres la fin de la mainmise directe des puissances coloniales a

été cruellement déçu : des dictatures corrompues ont remplacé l'administration coloniale et, contre la misère, les dictateurs locaux se sont protégés par des massacres qui n'avaient rien à envier à ceux de l'ère coloniale. L'Indonésie en donna un exemple en massacrant, dix ans après Bandoeng, des centaines de milliers de communistes indonésiens. Significative aussi est l'absence de Gandhi, le Premier ministre indien, dont la mère et surtout l'oncle, Nehru, avaient été parmi les vedettes de 1955 : mais aujourd'hui, le gouvernement indien est aux prises avec les insurgés sikhs, et avec bien d'autres.

UNE « TROISIÈME FORCE » CONCILIANTE VIS-A-VIS DE L'IMPÉRIALISME

L'idée d'une « troisième force », si elle faisait les délices de certains intellectuels de gauche occidentaux, n'inquiétait pas outre mesure les dirigeants impérialistes de l'époque. Ceux-ci savaient d'ailleurs apprécier à leur juste valeur les tirades anticolonialistes de la plupart des chefs d'Etat présents à Bandoeng. Ainsi Eden, le chef de la diplomatie britannique, déclarait-il : *« A part les questions regrettables qui seront inévitablement soulevées — attaques de Nehru contre le colonialisme, discussions par les Etats musulmans des questions palestiniennes et nord-africaines. (...) il serait erroné de croire que les promoteurs ont généralement des intentions hostiles à l'égard de l'Occident à ce stade »*. Et il conseillait que *« les puissances occidentales n'épargnent aucun effort pour persuader tous les gouvernements anti-communistes d'Asie et d'Afrique de se faire représenter à Bandoeng. »* Les USA adoptèrent la même attitude et Pinay, alors ministre français des Affaires étrangères, en bon représentant de l'impérialisme français mis à la porte de l'Asie mais engagé dans la guerre

d'Algérie et maintenant sous tutelle de grandes régions d'Afrique, déclarait quant à lui : *« Si la participation de certains pays africains semble peu souhaitable, celle des pays asiatiques non communistes doit être considérée comme désirable : leur présence fera contre-poids à celle de la Chine populaire et prouvera que leur politique étrangère n'est pas dictée par les puissances occidentales »* !

ET CONTRE LA « SUBVERSION »

Aussi Bandoeng ne fut pas, comme faisaient mine de le croire nombre de politiciens et de journalistes occidentaux, un appel à la lutte des peuples colonisés contre l'impérialisme. Nehru avait d'ailleurs déclaré qu'il n'était pas question *« d'un mouvement panasiatique contre les anciens oppresseurs »*. Sukarno, dans son discours d'ouverture, dénonça le colonialisme mais se garda de citer précisément la guerre d'Algérie, la situation des Noirs en Afrique du Sud et celle des Palestiniens au Moyen-Orient. Nasser en parla prudemment, mais revendiqua surtout *« le droit pour chaque pays de choisir librement son système politique et économique »*. John Katelawala, de Ceylan, réclama plus de place à l'ONU, qui *« devrait devenir un organisme de pleine représentation du monde »*. Chou En-lai lui-même intervint pour rassurer tout le monde sur les intentions pacifiques de la Chine, condamna toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'autres pays et offrit aux USA de négocier sur Taïwan. Par contre, de nombreux discours furent ouvertement anticomunistes, comme celui du représentant de l'Irak, Jamali, qui voyait dans le communisme *« une nouvelle forme de colonialisme, plus mortelle que l'ancienne »*. Et dix représentants s'en prirent aux *« doctrines internationales recourant*



Les « vedettes » de Bandoeng : l'indonésien Soekarno...

aux méthodes de force, d'infiltration et de subversion ».

La « subversion », c'est-à-dire la révolte de leurs peuples, les nouveaux dirigeants de ces Etats la craignaient plus qu'ils ne craignaient les grandes puissances. Nehru, qui passait pour un des plus anti-occidentaux des leaders de la conférence, n'hésitait pas à réprimer son peuple : le jour même de la première séance de Bandoeng, à Parel, en Inde, la police tirait sur un cortège de grévistes des transports dont une quarantaine étaient arrêtés et, à Amritsar, 50 ouvriers meuniers étaient jetés en prison.

AU SERVICE D'UN ORDRE BOURGEOIS

Les dirigeants des Etats réunis à Bandoeng étaient les représentants bourgeois d'Etats bourgeois. Et face à leur propre peuple, ils avaient un sens de classe qui les dressait, à l'abri de leurs mitrailleuses et de leurs chars, contre leurs exploités.

Les dirigeants des Etats nationaux nés du mouvement de décolonisation ne pouvaient avoir comme objectif la trans-

formation d'un monde dominé par les puissances impérialistes et leurs groupes financiers, et dont le colonialisme n'était qu'un des aspects. Bien loin de vouloir supprimer l'exploitation des masses paysannes et ouvrières, les bourgeoisies ou les petites-bourgeoisies nationales que ces Etats représentaient revendiquaient en fait de l'impérialisme de pouvoir détourner pour leur propre compte une part de la plus-value produite sur le dos des exploités du monde entier.

En se hissant sur le formidable mouvement populaire qui a été à l'origine de la décolonisation, elles sont parvenues dans une certaine mesure à leurs fins : l'impérialisme leur a concédé quelques miettes de son festin. Au nom de quoi, à coups de fusil, elles se portent garantes d'une stabilité qui a permis à l'impérialisme, un moment affaibli, de se raffermir et de continuer sa mise en coupe réglée de la planète.

Après le colonialisme, les illusions nées de l'accession à l'indépendance des pays colonisés sont mortes. L'impérialisme demeure. Et seule l'union des opprimés, des exploités du monde entier, pourra le détruire.

Michel BROUSSE



... et l'égyptien Nasser.

Nos lecteurs nous corrigent

« Chers camarades,
Au sujet de l'article sur le Vietnam paru en page 6 dans le dernier numéro (881).

D'abord ceci. Le discours télévisé du président Johnson est du 31 mars 1968, et non du 31 mai ; les bombardements, du moins les derniers et aussi les plus terribles, de décembre 1972 et

non décembre 1971 ; les accords de Paris de janvier 1973, et non janvier 1972. (...) Ces précisions faites dans un état d'esprit tout à fait amical (...)

B.L. (Puteaux) »

Dont acte. Notre article comportait en effet les erreurs de date que signale notre lecteur. L'erreur est ainsi rectifiée et nous l'en remercions.

Une partie de la classe ouvrière exclue du droit de vote

FANÇOIS Mitterrand, se souvenant pour une fois de ce que peuvent signifier les idées socialistes, a évoqué, le 21 avril, devant le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, l'éventualité, pour un avenir indéterminé, et de toute façon lointain, que les immigrés (et certaines catégories seulement) puissent avoir le droit de vote pour les élections municipales.

De décision, pas question. De projet de loi, non plus. On n'en est pas là : il s'agissait seulement d'un discours, et qui plus est, dominical.

C'était d'ailleurs une idée qui avait été évoquée du temps de Giscard d'Estaing par des hommes des partis de droite. Le gouvernement socialiste aurait pu en faire une réalité avant les dernières Municipales. Aujourd'hui, de toute façon, même s'il décidait d'une telle modification, elle ne pourrait avoir d'effet qu'aux prochaines Municipales qui n'auront lieu, maintenant, qu'après les prochaines Législatives, c'est-à-dire sans doute bien après que la droite aura récupéré la majorité à l'Assemblée.

Mais même une telle décision, de pure forme, une telle innovation à laquelle Mitterrand pourrait laisser son nom, il n'en est pas question.

Bien sûr, du côté des politi-

ciens de droite, les voix ne manquent pas pour reprocher à Mitterrand cette déclaration. Un certain nombre d'entre eux, du député UDF Bariani parlant des « fantasmes tiers-mondistes de Mitterrand », à Jean Dutourd intitulant « *Elysées-couscous* » son billet à la Une de *France-Soir*, ont trouvé là l'occasion de faire de la concurrence à Le Pen.

En fait, tous ces hommes-là, à gauche comme à droite, ont des idées et des discours pour chaque circonstance. Ce sont les mêmes qui, à propos du Marché commun par exemple, ou de la Communauté économique européenne, vont nous parler sans rire de la supra-nationalité européenne, et du progrès que cela peut représenter.

Mais qu'est-ce donc que leur Europe si elle reste celle des patries juxtaposées, voire concurrentes ou adversaires, et où les frontières ne sont supprimées que pour les capitaux et les profits ?

Une véritable Europe, celle qu'il faudra bien un jour construire si l'on veut sortir des contradictions et des crises du capitalisme, c'est une Europe où Anglais, Allemands, Français, Espagnols, Italiens ou Grecs seraient des citoyens à part entière.

En réalité, ce qui gêne les hommes politiques qui pro-

testent contre l'idée de donner le droit de vote aux travailleurs immigrés, comme ce qui gêne les hommes politiques comme Mitterrand, qui se disent pour mais qui ne le font pas quand ils en ont les moyens, ce n'est pas de donner la possibilité à des étrangers de décider des affaires intérieures du pays, c'est le fait d'étendre le droit de vote à l'ensemble des travailleurs.

Ils savent bien, ces hommes-là, qu'on peut être étranger et influencer les affaires politiques de n'importe quel pays, à condition d'avoir suffisamment d'argent. Ils savent bien, et pour cause, qu'on n'a pas besoin d'être français pour s'offrir des organes de presse, voire prochainement des chaînes de télévision, qu'on peut être étranger et se payer des députés. Ils savent bien que les trusts internationaux, les pétroliers par exemple, les trusts de l'électronique, ceux de l'agro-alimentaire, ceux de la chimie ou des produits pharmaceutiques ont plus de moyens de peser sur la politique du pays que l'électeur français. Et ce n'est pas cela qui les gêne. Ce qui les gênerait, c'est que les plus pauvres soient plus nombreux à voter.

En fait, cela fait bien longtemps que, dans les pays riches, la bourgeoisie sait

que le suffrage universel ne permet pas vraiment aux travailleurs de s'émanciper de l'exploitation capitaliste. Mais, et en particulier en France, la bourgeoisie et ses hommes politiques, de droite, du centre ou de gauche, ont de tout temps été très timorés. Ce n'est que depuis une dizaine d'années que le droit de vote a été étendu de 21 à 18 ans, ce n'est que depuis 40 ans qu'en France les femmes ont eu le droit de voter, et il n'y a pas si longtemps que, pour voter, il fallait être un contribuable suffisamment riche.

Là, les travailleurs étaient juridiquement exclus. Aujourd'hui, en France, on n'est pas juridiquement exclu parce qu'on est un travailleur, mais, de fait, depuis des années, une partie importante de la classe ouvrière française, plusieurs millions, est constituée de travailleurs immigrés. Leur donner le droit de vote serait presque automatiquement renforcer le poids électoral de la gauche socialiste et surtout communiste, voire celui de l'extrême-gauche. La bourgeoisie y survivrait si les travailleurs se contentaient d'espérer dans le suffrage universel, mais elle craint d'avoir plus de mal à gouverner ou d'avoir à compter plus souvent, en tout cas à chaque fois qu'il y a un

scrutin en préparation, avec l'opinion et les revendications de l'ensemble des travailleurs, et pas seulement des travailleurs français, qui ne constituent qu'une minorité du corps électoral.

Car c'est cela le problème : la classe ouvrière française, composée en grande partie d'étrangers, est ainsi sous-représentée, pas seulement dans les municipalités, mais aussi au Parlement. Et donner le droit de vote aux travailleurs immigrés, non seulement pour les élections municipales mais aussi pour les Législatives, les Présidentielles, serait une façon de mettre fin à la sous-représentation électorale des travailleurs, et cela ni la bourgeoisie ni ses hommes politiques n'y tiennent.

C'est d'ailleurs pourquoi les travailleurs ne doivent pas compter sur le suffrage universel pour changer leur sort. Leur sort, ils le changeront autrement qu'avec un bulletin de vote, tous ensemble, travailleurs français et étrangers réunis dans le même combat contre l'injustice, l'inégalité et l'exploitation. Ce n'est pas la nationalité qui compte, c'est la classe sociale à laquelle on appartient. Pour les travailleurs, la fraternité de classe est la seule carte d'électeur efficace.

Les allocations augmentent toujours moins vite que le chômage

Les allocations versées aux différentes catégories de chômeurs viennent d'être revalorisées. Le salaire de référence qui sert au calcul de l'aide au chômeur augmente de 2,45 %. L'allocation de base quotidienne passe de 41,40 à 42,80 F et l'allocation de fin de droits versée quelque temps après un an de chômage passe de 41,40 à 43 F. Le minimum garanti par jour est désormais de 102 F contre 98,50 F. Enfin, les allocations versées aux chômeu-

ses avec enfants sont augmentées dans les mêmes proportions. Seuls les jeunes en insertion ne toucheront rien de plus que les 500 F mensuels qui leur sont actuellement alloués. Tout cela, à compter du 1^{er} avril.

Le 30 juin, les syndicats et le patronat devraient en discuter, si toutefois ne recommence pas la guerre d'usure qui accompagne habituellement ces discussions. Mais ce dont les chômeurs ont besoin,

ce n'est pas qu'on leur saupoudre leurs allocations de quelques francs, surtout quand un chômeur indemnisé sur trois touche de 0 à 1 500 F par mois, surtout quand plus d'un million de chômeurs ne touchent plus rien.

Ce que veulent les chômeurs, c'est un emploi. Mais ce n'est pas au programme d'un gouvernement qui est flexible pour les patrons licencieurs et inflexible pour les travailleurs.

J.F.

Gardez-vous des vaches

Six cents francs disparaissent au sein d'une section d'engagés volontaires de dix-sept et dix-huit ans du 11^e régiment d'artillerie de marine stationné en Ile-et-Vilaine.

Les deux officiers, alertés, prennent aussitôt leurs dispositions : pour que le coupable se désigne, toute la section, à

l'exception du plaignant, a été mise au garde-à-vous pendant... 22 heures d'affilée, y compris une nuit complète. Cela se passait les 15 et 16 mars derniers.

Après enquête, les deux officiers ont été mis aux arrêts, avant de passer en conseil de discipline.

Mais, pour un officier, les arrêts s'effectuent à son domicile. Les deux brutes galonnées n'auront pas l'occasion d'expérimenter sur eux-mêmes leurs méthodes et d'attendre au garde-à-vous de passer en conseil de discipline.

Alsthom (Belfort)

Foyer de célibataires ou casernes ?

L'Alsthom dispose d'un certain nombre de foyers pour travailleurs célibataires à Belfort. Le loyer des chambres, directement prélevé sur le salaire, est de 602 F par mois pour une petite chambre. Le règlement est draconien. Il est par exemple interdit d'y recevoir quelqu'un après 22 heures. La gérance et le nettoyage sont assurés par une entreprise extérieure : Net-o-sol a un contrat avec l'Alsthom. Quant à la surveillance des résidents — car c'est bien de cela qu'il s'agit — c'est un chef de l'Alsthom, très zélé, qui s'en occupe.

Ainsi courant mars, ce chef — à qui il ne manque que l'uniforme et le képi — est allé dans l'un des foyers, pour y surprendre un jeune Algérien que son père résident avait logé quelques nuits. Cet apprenti policier, après avoir pénétré dans toutes les chambres, a confisqué le passeport du jeune en question, ce qui est déjà

parfaitement illégal. Mais ce ne fut pas tout : quelques jours plus tard, le patron de Net-o-sol licenciait purement et simplement le gérant du foyer qui, à ses yeux, n'était pas assez strict avec le règlement, et les résidents.

Unaniment, les résidents ont manifesté leur solidarité. Une délégation d'entre eux, avec les syndicats FO et CGT, sont allés protester auprès du patron de Net-o-sol et du chef du personnel de l'Alsthom. Ils ont envoyé des communiqués à la presse locale.

Cela n'a pas permis d'empêcher le licenciement, mais au moins celui-ci n'est-il pas passé inaperçu.

En tout cas, les résidents en ont ras-le-bol de vivre dans une caserne et, actuellement, une pétition circule réclamant la modification du règlement intérieur des foyers.

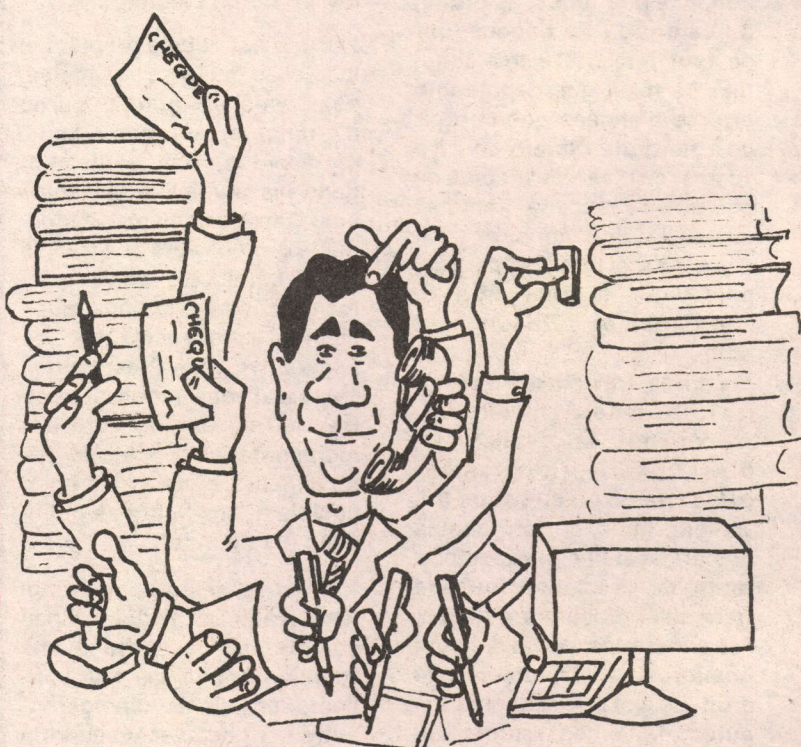
Correspondant LO

dans
les entreprises

□ Au Crédit Lyonnais

Après l'informatisation intense, la rentabilisation tous azimuts

L'INFORMATIQUE DIMINUE LE TRAVAIL...



... LA DIRECTION
DIMINUE LES EFFECTIFS !

Voilà maintenant une dizaine d'années que les banques informatisent de plus en plus et que les déclarations des experts, des banquiers et des gouvernants prophétisent une baisse importante des effectifs dans le secteur bancaire.

Le premier rapport confié par le gouvernement de l'époque à des spécialistes, le rapport Nora-Minc, du nom de ses auteurs, prévoyait, en 1978, que dans les dix années à venir, 30 % du personnel des banques disparaîtrait à cause du développement de l'informatique.

Actuellement, si on fait le bilan, ce pronostic alarmiste ne devrait pas se réaliser, même si les effectifs diminuent.

C'est que si l'informatisation a supprimé des postes dans les services centraux, elle a entraîné une décentralisation des tâches vers les agences, tâches informatisées évidemment, et cela s'est traduit par un surcroît de travail des points de vente. De fait, si l'on regarde les chiffres, le transfert de certaines activités des centraux vers les agences a entraîné une augmentation des effectifs dans ces dernières.

Jusqu'à présent, globalement il n'y a pas eu de licenciements mais essentiellement une réduction de l'embauche à quelques centaines de personnes au lieu de quelques milliers. Mais si l'on tient compte du fait que dans cette même période, les banques ont vu leur activité s'accroître, on s'aperçoit que l'informatisation a été une bonne opération de rentabilisation pour les banquiers. Et d'autres vont suivre.

Pour le personnel des banques, les préoccupations sur l'avenir de l'emploi existent bel et bien aujourd'hui.

D'autant que, depuis l'année dernière, nous avons eu droit à une succession de déclarations, parfois fracassantes, qui suscitent l'inquiétude, ou en tout cas amènent le personnel à se poser des questions.

D'autre part, président du Crédit du Nord (et ancien responsable de l'informatique au Crédit Lyonnais) a indiqué que selon lui 15 % des emplois (donc 50 000 à 60 000 sur les 400 000 existants) pourraient disparaître en dix ans.

Deflassieux, président (socialiste) du Crédit Lyonnais, a été plus prudent, évaluant pour sa part le « sureffectif » final à 10 %.

En septembre 1984, recevant quarante présidents de banques et de compagnies financières nationalisées, Bérégovoy a en effet demandé plus de rigueur en ce qui concerne les frais généraux, donc les frais de personnel.

C'est dire qu'aujourd'hui si les banquiers et le gouvernement n'avancent plus de la même façon l'argument de l'informatisation, ils projettent néanmoins de rentabiliser encore plus l'activité bancaire.

Et dans toutes les banques, les services d'études des Directions du personnel et les services d'organisation « planchent » sur la meilleure façon de réduire les effectifs.

Pourtant, un tout autre choix serait possible.

Le progrès technique pourrait être un progrès pour tous si, par exemple, le temps que la machine permet d'économiser, se traduisait par un allègement du travail et une réduction des horaires — sans perte de salaire, bien entendu.

Les 35 heures dans la banque, ce n'est pas utopique. (Dans les banques anglaises qui les ont déjà, les employés revendiquent 28 heures). Mais de cela, il n'est pas question ni

Le plan informatique du Crédit Lyonnais

C'est vers le milieu des années 1970 que le Crédit Lyonnais a décidé d'utiliser l'informatique de façon intensive.

Les années 1960 avaient vu l'ouverture de nombreuses agences nouvelles et la généralisation de la mensualisation : les salariés ont été payés par chèque ou par virement, ce qui a obligé les travailleurs à ouvrir des comptes. La « bancarisa-

tion » de la population s'est développée à grande allure.

Devant ce changement de vitesse (de plus en plus de comptes, de plus en plus d'opérations à traiter) les banquiers, qui avaient d'abord augmenté nettement les effectifs, ont cherché des solutions pour faire face.

C'est vers 1975 qu'a été mis en place le plan informatique.

S'appuyant sur les évolutions de la technologie des ordinateurs (matériels de grosse capacité de traitement ; possibilité de relier des gros ordinateurs à des terminaux), la direction affichait comme objectifs : accroître la productivité, diminuer la lourdeur administrative et le coût de traitement, être encore plus concurrente vis-à-vis des autres banques. Et elle n'oubliait pas le petit couplet

sur l'amélioration des conditions de travail du personnel.

Les agences du Crédit Lyonnais, puis les services, se sont progressivement dotés d'un réseau serré de terminaux sur lesquels on saisit les opérations.

C'est ce que vous pouvez voir à votre agence : le guichetier pianote sur son terminal, par exemple, quand vous tirez

de l'argent. Les informations sont ensuite transmises au grand centre de traitement informatique où les opérations sont comptabilisées et où sont réalisés les extraits de compte que chaque client reçoit régulièrement.

Aujourd'hui, tout le réseau d'agences est équipé et pratiquement tous les services centraux sont « sous informatique ».

Ce qui a changé en agences

Dans les années 1970, le Crédit Lyonnais en était à l'implantation d'agences tous azimuts, à ce qu'on a appelé « l'ouverture anarchique des guichets » (car toutes les banques faisaient de même). A l'époque on racontait que, chaque fois qu'un bistrot fermait, une banque le remplaçait.

Pour les agences de Paris et de la région parisienne, les effectifs étaient alors de huit mille. En 1978, nous étions 7 746 ; c'est dans ces années que la direction a décidé de réduire les effectifs. Dans une lettre fameuse elle expliquait que les responsables hiérarchiques seraient jugés à leur capacité à réduire leur personnel.

Avec l'extension de l'informatisation des agences, nous avons eu, et les nouveaux matériels, et les réorganisations qui allaient avec. Il y a eu des regroupements, notamment de comptabilités et de services administratifs s'occupant de la clientèle d'entreprises. Cela a fait économiser 250 postes en tout.

Localement, des directeurs ont fait beaucoup de zèle, la charge de travail a augmenté et cela s'est par exemple ressenti sur l'accueil à la clientèle.

Depuis 1982, suite à des protestations sur le manque d'effectifs (il y a eu quelques débrayages en agences), la direction fait machine arrière, mais à petite vitesse : il y eu près de 300 postes créés.

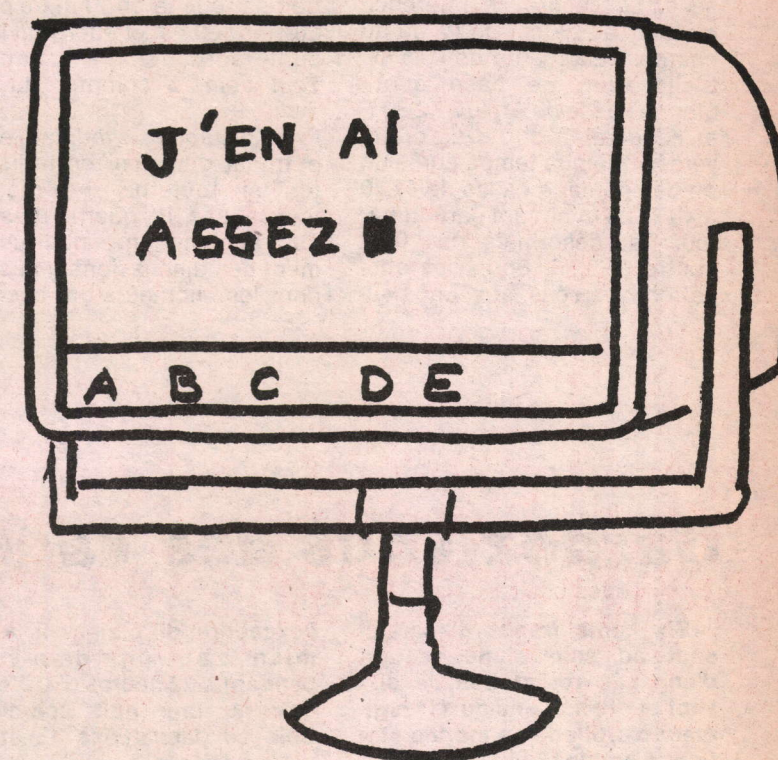
Mais cela ne suffit pas, car le travail augmente sans cesse. Avec l'informatique, nous traitons sur place plus d'opérations qu'avant ; et même si la machine va plus vite, la masse de travail augmente. D'ailleurs aux guichets, les clients le remarquent et le disent. Bien sûr, il y a les guichets automatiques, mais vu le rythme de leurs pannes...

Et surtout, depuis plusieurs années, nous sommes en « campagne » quasi-permanente. Le mot est justifié : il nous faut toujours être sur le pied de guerre, pour la campagne Carte Bleue aujourd'hui, pour la campagne CODEVI demain ; il faut sans

cesse placer quelque chose aux clients. Et chaque jour nous devons communiquer aux responsables d'agences nos résultats que nous avons obtenus.

Et dans tout cela, l'informatique ? Pas aussi négative que le laissent entendre à l'avance les syndicats (certaines tâches ont été allégées). Pas idyllique, (ça, c'est la direction qui le disait). Le travail est toujours là ; il n'y a plus de caisse enregistreuse au guichet ; désormais il y a un terminal, mais il faut toujours taper dessus et, ce n'est pas plus difficile... quand il fonctionne.

Car, en fait, le principal problème, ce sont les pannes. Les clients n'apprécient guère ; et cela nous énerve passablement, car il y a pour nous une surcharge de travail, nous devons travailler en double. Et cela pour des raisons d'économie ou d'imprévoyance en haut lieu : le réseau de communication entre terminaux et gros ordinateurs est insuffisant pour le nombre d'opérations à y injecter.



sive,
ts

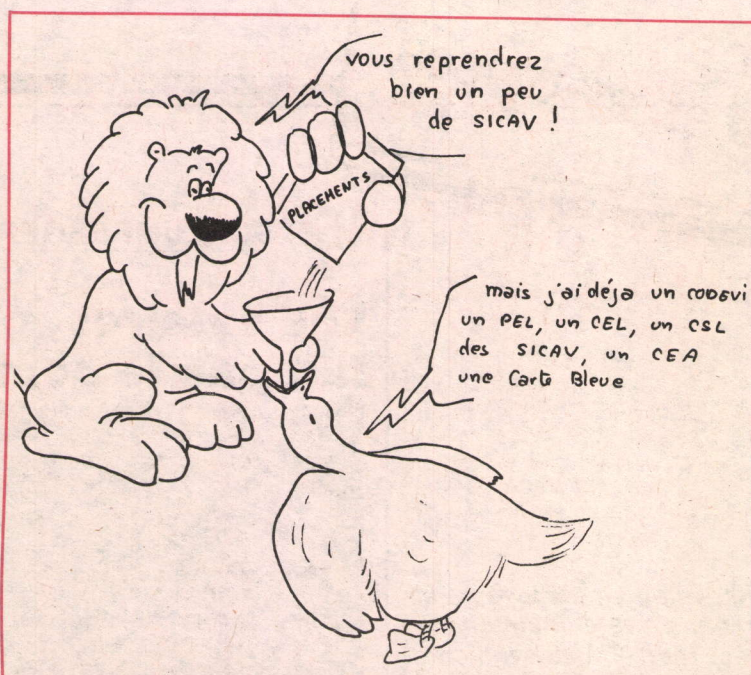
pour les banquiers ni pour le gouvernement.

Les banquiers ont été les seuls bénéficiaires de ce progrès technique. Ils veulent améliorer leur rentabilité, leur « productivité ». Mais, pour les employés, c'est la charge de travail qui a augmenté. Ces derniers temps, la crise et le chômage qui pèsent sur tous les travailleurs ont contribué à faire accepter plus facilement la situation. Mais il est certain que l'inquiétude reste parmi le personnel des banques.

Pour l'instant, lorsque des postes sont supprimés dans un service, le personnel est toujours reclassé, le plus souvent en agences, certains arrivent même à obtenir des mutations vers la province qu'ils n'espéraient plus, et les mesures de départ en retraite à 55 ans sans abaissement ne déplaisent pas au personnel.

Mais chacun pense que si les suppressions de postes se multiplient, les problèmes ne pourront plus se régler comme ça.

Alors, s'il veut empêcher les banquiers d'aller plus avant dans leurs mauvais coups (et, qui sait, jusqu'aux licenciements), le personnel des banques devra se faire craindre.



Agence libre-service

Depuis quelques mois, on a vu apparaître une « nouvelle race de boutique » : ce sont les Agences Libre-Service.

A Marseille et à Rennes, des agences tests sont désormais équipées d'un secteur libre-service, accessible 24 heures sur 24.

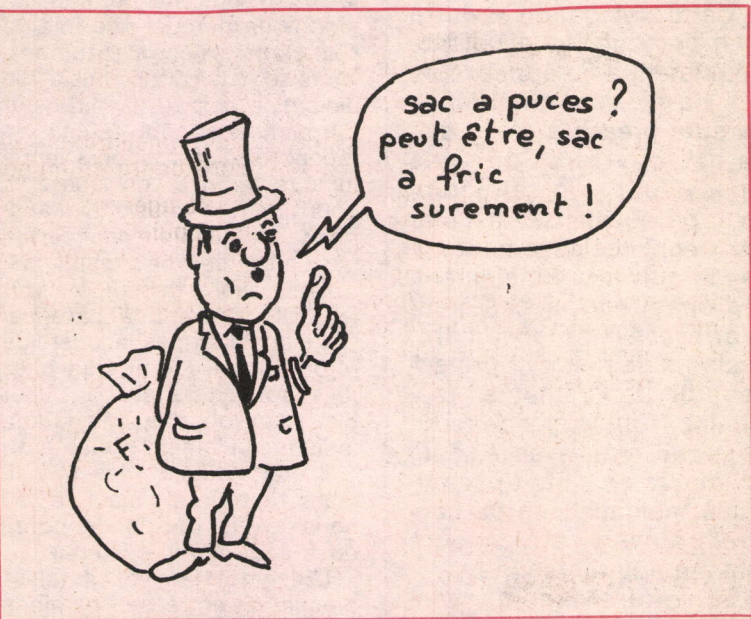
Pour y accéder, le client utilise une carte bleue. Il peut retirer de l'argent au distributeur, mais aussi utiliser des claviers-écrans, des imprimantes et autres matériels informatiques qui lui permettent, par exemple, de consulter son solde, d'obtenir un extrait de compte, de remettre des chèques, de déclencher des virements.

La crainte des banquiers est cependant de loupier des affai-

res possibles : dossiers de crédit, mais surtout, placements divers, puisque l'heure est à gaver le client de comptes d'épargne, par ici, de SICAV par là.

Aussi, a-t-on calculé soigneusement où devait se trouver l'employé destiné à aider les clients dans l'utilisation des automates et... destiné aussi à les orienter vers l'intérieur de l'agence dès qu'il y a une affaire à faire.

Mais si le gros de l'activité des guichetiers est ainsi progressivement transféré à des machines, cela veut sûrement dire, à terme, du personnel en moins, en tout cas dans certaines agences.



Carte à mémoire : le marché aux puces

Le 25 février dernier, les banquiers et les établissements financiers (dont la Poste) réunis dans le Groupement des Cartes bancaires ont décidé, après de laborieuses négociations, de développer en 1985 et 1986, l'usage de la carte à mémoire, dans les départements de Bretagne, de la Basse-Normandie, du Nord, de Rhône-Alpes, et de la Côte d'Azur.

Les cartes traditionnelles (carte bleue, carte verte) contiennent des pistes magnétiques sur lesquelles figurent un certain nombre d'informations permettant d'identifier le porteur. Mais elles peuvent être contrefaites sans grande difficulté et donnent lieu à des chiffres de fraude de plus en plus élevés.

La carte à mémoire contient, elle, une « puce » (un circuit intégré) et de ce fait, elle se trouve dotée d'une

capacité de mémoire et de calculs informatiques.

Pourront, par exemple, y être enregistrées toutes les transactions effectuées par la carte. Celles-ci sont limitées à un plafond (mensuel par exemple) mémorisé sur la puce.

Plus sûre que la carte à piste, la carte bancaire à puce pourra être utilisée pour de nombreuses opérations. La puce permet des usages extra-bancaires : carte de santé portative (avec n° de sécurité sociale, bilan de santé, etc.), dossier scolaire, carte d'accès aux cabines téléphoniques, etc.

Dans un premier temps, de façon à pouvoir utiliser les distributeurs à billets fabriqués pour des cartes à piste, la carte sera mixte (piste + puce). Si les banques s'y sont d'abord engagées à pas comptés, c'est en partie à cause du coût (une carte à mémoire revient

en ce moment à près de 100 F, une carte à piste à 8 F), mais cela, elles pourront toujours le facturer aux clients. Il y avait un autre problème : l'utilisation intensive des cartes peut faire apparaître encore plus clairement que, d'une banque à l'autre, les services sont, pour la plupart, strictement identiques. D'où le risque pour les banquiers que les clients deviennent plus volages. Par contre, un aspect intéressant pour les banquiers tient au coût important des traitements des chèques dont le nombre croît régulièrement. Et l'utilisation des cartes devrait dans un premier temps réduire celle des chèques.

Mais les pouvoirs publics ont poussé à la roue, notamment par l'intermédiaire de la DGT (Direction générale des télécommunications). Ils ont même carrément fait le forcing avec l'ambition

L'informatisation de la Direction des Opérations avec l'Etranger :

Une chute remarquable des effectifs

La DOE, qui traite une bonne partie des opérations du Crédit Lyonnais avec l'étranger (transferts, rapatriements de fonds, etc.) est installée à Levallois depuis 1975.

Ces dix dernières années ont été marquées par l'introduction de l'informatique dans le traitement de ces opérations autrefois traitées soit manuellement, soit mécaniquement (ateliers flexowriters, télexistes).

Les conditions de travail ont donc changé. Aujourd'hui, la plupart du personnel travaille sur terminal à écran une bonne partie de la journée. Mais si le travail est différent, nous avons toujours autant de « paperasse » à manipuler et le pointage des listings nous occupe aussi longuement.

D'autant que les effectifs de la DOE ont considérablement diminué depuis 1975. Il y a d'abord eu la disparition des ateliers flexowriters (environ 60 personnes). D'autre part, le travail a été réorganisé : les services qui traitaient un seul type d'opérations ont été éclatés et regroupés en zones géographiques, chacune traitant l'ensemble des opérations pour un pays donné (Allemagne, Etats-Unis, Belgique, etc.). Et alors que nous étions 1988 à la DOE en 1975, nous sommes aujourd'hui 1013. Si l'on excepte un service d'environ 200 personnes qui a été transféré à Paris il y a quelques années, cela fait 750 personnes en moins dans cette direction en l'espace de 10 ans !

Il est certain que la DOE a été l'un des secteurs les plus touchés par les suppressions de postes. La direction n'a pas choisi de diminuer le temps de travail, mais a supprimé des centaines de postes. Encore une fois, l'informatique devait servir uniquement à rentabiliser.

proclamée haut et fort de vendre la technologie française (qui est en avance d'un an ou deux dans ce domaine) à l'étranger. Résultat bien concret : de grosses entreprises vont voir arriver des commandes.

Entre 1985 et 1986, ce sont 2,5 à 3 millions de cartes à mémoire qui équiperont les régions tests. On compte que, dès 1988, avec la généralisation des cartes, 12 millions de Français en détiendront. Dans les années à venir, les industriels vont vendre en outre, plusieurs dizaines de milliers de caisses enregistreuses spéciales destinées aux commerçants ; et sans doute, plusieurs centaines de milliers de certificats (appareils permettant de vérifier le code confidentiel du client détenu dans la puce de sa carte).

Il s'agit là d'un marché considérable (on parle de 5

Employée à l'Agence Internationale : Quand les tâches répétitives... se répètent

Une employée à l'Agence Internationale nous a parlé des modifications introduites par l'informatique dans le travail :

« Qu'est-ce qui a changé avec l'informatique ?

— La saisie des opérations sur informatique a permis d'éviter de frapper plusieurs fois des liasses portant en fait les mêmes mentions ou presque. Maintenant, à partir d'une simple saisie qui portera une référence une fois pour toutes, il suffira de rappeler cette référence et de préciser à la machine quelle opération nous souhaitons faire, pour que celle-ci s'effectue pratiquement automatiquement. C'est donc un progrès pour cela.

— Et ça marche tout le temps ?

— En fait, les programmes informatiques sont réalisés pour des cas-types. Et, si les opérations ne rentrent pas dans ce cadre, il y a un problème. Et alors, il faudra traiter cette opération comme il y a dix ou quinze ans.

A ce problème vient s'ajouter le fait que la lenteur de la mise en place de l'informatique fait que, bien souvent, nous sommes obligés de conserver les deux méthodes de travail.

— Les tâches pénibles sont supprimées ?

— Avec la saisie informatique, il faut tout de même un contrôle humain. C'est-à-dire que, depuis que le service est informatisé, pour certains travaux nous devons pointer de plus en plus de listings, c'est-à-dire une suite infinie de chiffres, de numéros, pour vérifier que les saisies ont bien été enregistrées. C'est très fastidieux à pointer et très inintéressant.

— Et les effectifs ?

— Telle qu'elle est mise en place dans certains secteurs, à l'heure actuelle, l'informatique n'a pas occasionné de suppressions de postes. Mais, pour le pointage des listings, deux ou trois personnes sur trente ne se consacrent plus qu'à cela. Et cet effectif de deux ou trois a été pris sur l'effectif total.

— Le bilan ?

— L'informatique a donc évité des tâches répétitives mais en a créé d'autres qui le sont tout autant, bien qu'elles soient différentes. »

milliards de francs au moins d'ici à 1988).

D'ores et déjà, Bull (avec sa carte CP 8) est assuré d'importantes commandes. Mais selon les matériels, Thomson, Crouzet, Flonic-Schlumberger, Philips, Electronique Serge Dassault, sont sur les rangs. Et d'autres industriels de l'électronique arrivent au grand galop vers ce pactole. Et comme les commerçants rechignent à acheter les caisses et autres matériels électroniques, il est d'ores et déjà question que par FIM (Fonds Industriel de Modernisation) interposé, l'Etat prête à taux bonifié aux commerçants.

Bref, qu'il intervienne via la D.G.T. les banques, la Poste ou le F.I.M., l'Etat est présent partout dans cette histoire. Il aura, en tout cas, réussi une chose : c'est qu'au bout de la carte à puce, il y ait, pour quelques trusts, des profits éléphants.

□ ULPAC (Toulouse)

Une laiterie où ça va bouillir ?

ULPAC est une coopérative laitière qui possède plusieurs usines dans le Sud-Ouest. Celle de Toulouse regroupe 760 personnes, dont 478 ouvriers et employés. Les ouvriers travaillent en 3x8, et une bonne moitié d'entre eux sont intérimaires ou sous contrats à durée déterminée. A la production, les salaires s'échelonnent entre 3 800 et 5 400 F brut mensuels. Quant aux cadres, personne ne sait combien ils touchent, d'autant moins que la direction a fait informatiser la paie à l'extérieur.

L'année dernière, la direction avait scrupuleusement suivi les instructions gouvernementales en n'accordant que 5 % pour 1984. Cette année, elle ne propose que 1 % d'augmentation au 1^{er} mars et 1 % au 1^{er} juin. Pour le reste, ce sera rediscuté en fin d'année.

Vendredi 19 avril, se réunissait le conseil d'administration d'ULPAC à l'usine de Toulouse. L'occasion était bonne de se faire entendre. L'intersyndicale CGT-CFDT-CGA a appelé à deux débrayages de deux heures en fin et début de poste, entre 10 h et 14 h. Les revendications étaient : 5 % de rattrapage pour 1984 et les reclassements pour les chauffeurs-livreurs dont les postes allaient être supprimés (il y a des suppressions de postes depuis trois ans).

A dix heures trente, une vingtaine de camions bloquaient l'usine. « Bravo la petite fleur » disaient en plaisantant les chauffeurs-livreurs, en montrant les slogans Yoplait inscrits sur leurs camions. 150 travailleurs se retrouvaient devant l'entrée de l'usine. La direction tenta de convaincre les grévistes de faire dégager les camions ; sans succès. Comme elle en faisait une condition pour recevoir une délégation, sur proposition des syndicats, les grévistes décidèrent de pénétrer à une centaine dans la salle du conseil d'administration, laissant un piquet devant les camions.

Là, le P-DG tenta de les convaincre qu'une coopérative c'était différent ; qu'actionnaires, exploitants et ouvriers devaient se serrer les coudes et défendre l'entreprise et la production laitière du Sud-Ouest, etc. Au bout d'une heure, la position de la direction n'avait pas avancé d'un pouce.

Les salariés se réunirent à nouveau, pour décider de la suite du mouvement. Dans leur compte rendu, certains dirigeants syndicaux montrèrent qu'ils n'étaient pas insensibles à l'argumentation du P-DG pour la défense de l'entreprise et une lutte mettant au coude-à-coude exploitants agricoles et ouvriers contre les quotas laitiers ; ils disaient qu'il faudrait aller, pourquoi pas, à Bruxelles ! Après quoi, ils proposèrent de s'en tenir là, pour « préserver les forces », appelant à cesser le mouvement, tout en affirmant qu'une étape avait été franchie.

De nombreux travailleurs protestèrent contre l'attitude des syndicats : « La direction refuse de discuter quand on bloque à 150 ; ce n'est pas si nous rentrons qu'elle le fera » ; « si on,

laisse tomber les livreurs et si on s'arrête maintenant, c'est foutu ». Les syndicats répondirent que, si certains voulaient continuer le débrayage, libre à eux de le faire ; mais ils précisèrent que les syndicats, eux, s'arrêteraient là, et qu'on verrait la semaine prochaine.

Devant le flottement, l'équipe du matin partit à midi et demi et les syndicats ne firent rien pour les retenir. De leur côté, les chauffeurs-livreurs, déterminés à continuer, se séparèrent des 70 grévistes de l'équipe du soir en disant qu'ils ne bougeraient pas les camions et qu'ils tiendraient une semaine s'il le fallait ; ils envoyèrent une délégation négocier séparément.

Cette délégation revint à 14 h, lorsque les syndicats appelaient à la reprise, contre l'avis des chauffeurs-livreurs présents et de certains ouvriers qui les appuyaient : la direction leur proposait de discuter de leur reclassement le jeudi suivant. Finalement, les chauffeurs acceptèrent d'arrêter le mouvement, mais ils se disaient prêts à repartir la semaine prochaine. Tout le monde reprit le travail, mais avec le sentiment que ce n'était pas terminé, puisque rien de concret n'avait été encore obtenu pour personne.

Et effectivement, vendredi 26 avril, c'est cette fois une journée complète de grève qui va avoir lieu. Et beaucoup pensent qu'il ne va pas falloir l'arrêter, si l'on ne nous donne que de belles paroles ! Affaire à suivre donc.

Correspondant LO

□ SCHLUMBERGER (Montrouge)

Les salaires, ça ne fait pas le compte



La précédente « visite » au directeur.

Jeudi 18 avril, un arrêt de travail d'une heure, de 10 à 11 h, avait lieu dans toutes les usines du groupe Schlumberger Mesure et Régulation contre la politique salariale de la direction. A Montrouge, nous nous sommes retrouvés 250 (25 % de participation). C'était moins que lors des deux précédents débrayages (450 au premier). Mais ceux qui étaient là voulaient profiter de cette occasion pour marquer une fois de plus leur mécontentement. Nous sommes donc allés à 250 devant le bureau du directeur du personnel, qui refusa de répondre aux travailleurs venus lui dire de vive voix que 2 % pour l'année, voire 0 % d'augmentation générale pour certaines unités, cela ne passait pas.

Nous avons demandé à voir le P-DG, prévenu à l'avance. Celui-ci n'était pas là. Juste de retour de voyage, il était chez lui et refusait de venir. Il voulait bien recevoir une délégation, mais le lendemain seulement.

Il était 11 h 30 : des travailleurs repartirent, mais à 150 nous avons décidé de continuer, pour marquer le coup.

L'idée fut lancée : il fallait bloquer les entrées de camions et le standard téléphonique, et profiter de l'heure du repas pour s'adresser aux autres travailleurs.

Cela allait durer jusqu'au soir. Des délégations de travailleurs prirent la parole dans les différents secteurs au cours de l'après-midi, pour tenter de rallier les autres.

Nous sommes restés toujours sensiblement le même

nombre, mais personne n'était déçu, au contraire. Et cela a été la belle pagaille au standard et aux entrées, où les camions ont dû faire demi-tour.

La direction s'étant déclarée prête à recevoir une délégation le lundi, nous nous sommes réunis en assemblée. Une délégation a été désignée et chargée de ne discuter que sur la base des augmentations générales, les travailleurs refusant que les augmentations individuelles soient prises en compte dans le calcul du maintien du pouvoir d'achat, comme le fait la direction. Des travailleurs se sont portés volontaires ; 8 non-syndiqués et un délégué par syndicat ont été élus.

La délégation ne changea rien sur le fond mais les représentants de la direction, se trouvant devant des travailleurs autres que leurs habituels interlocuteurs, se sont vus très explicatifs, faisant mine de comprendre le problème des travailleurs. Mais ils en ont été pour leurs frais, car cela a été à plusieurs reprises un beau tollé. Lorsqu'un directeur, prétendant avoir comparé nos salaires avec ceux pratiqués ailleurs, avoua avec désinvolture qu'il ne voulait pas donner d'exemples de peur de se tromper à quelques centaines de francs près, les réflexions n'ont pas manqué : sans doute n'était-il pas à cela près, mais avait-il seulement réalisé que ses 2 % pour 1985 ne faisaient pas plus de 100 F ?

Correspondant LO

« Santé des Français » :

L'exploitation des ouvriers est toujours le pire des fléaux

Une étude publiée par le ministère des Affaires sociales vient de faire le point sur la santé de la population française.

Globalement, on vit de plus en plus longtemps en France. En partie à cause d'une baisse de la mortalité infantile, qui a diminué de

près de 50 % depuis 1970. Mais aussi parce que les adultes meurent plus vieux.

Ce progrès des conditions de vie générales recouvre néanmoins bien des inégalités. D'abord l'écart traditionnel entre les sexes : une femme peut espérer vivre en moyenne

jusqu'à 79 ans, alors que les hommes doivent se contenter de 71 ans.

Mais c'est surtout sur le plan social que la différenciation est la plus marquée. Ainsi un manoeuvre meurt en moyenne huit ans plus jeune qu'un cadre supérieur. Et tandis qu'un manoeuvre

sur quatre meurt avant d'atteindre l'âge de la retraite, c'est seulement le cas d'un cadre supérieur sur dix.

Plus significatif encore : l'espérance de vie des travailleurs manuels n'a pas changé depuis vingt ans.

C'est dire que, dans ce domaine, les ouvriers sont les seuls à ne pas bénéficier du progrès, et qu'en particulier les conditions de travail — qui sont largement responsables de leur usure prématurée — ne se sont guère améliorées au cours des vingt dernières années.

□ RENAULT (Billancourt)

Besse veut serrer la vis

A Renault-Billancourt, les déclarations du P-DG Besse au conseil d'administration de la Régie Renault sur le trou financier de 12,5 milliards ont été accueillies sans réelle surprise. Mais ce qui choque nombre de travailleurs, c'est que c'est à eux visiblement que la note est présentée ! Comme disait l'un d'eux : « *La Régie a investi dans des dizaines d'usines dans le monde entier ; s'il y a un trou, ce n'est pas parce que nous avons touché des enveloppes* » !

Et de plus, depuis quelques semaines, tout se passe comme si la direction resserait la vis ! Les sanctions, sous forme d'avertissements et jours de mise à pied, de menaces de licenciement, se font plus nombreuses. Ainsi, après une sanction contre un travailleur de l'île Seguin accusé de quitter son poste avant l'heure, c'est au tour d'un travailleur du département 49. Les remarques tombent aussi : au département 38, après un meeting fait par les militants du PCF, quelques auditeurs ont reçu des lettres de la direction à leur domicile. Ajoutez à cela qu'un peu partout les heures de sortie sont surveillées par des

agents de maîtrise qui veillent au grain, que la direction tout à coup « soucieuse » de la santé des ouvriers, organise une campagne contre l'alcoolisme... dont le résultat est la chasse aux pots et des tracaseries supplémentaires, et vous aurez l'ambiance.

Dans les ateliers, la direction multiplie les déplacements d'ouvriers en fonction des besoins de production de tel ou tel département. Au département 14 par exemple, où se fabrique le moteur de la R4, la production baisse et les mutations se font à tour de bras, mais pas n'importe comment !

Les travailleurs « bien portants » sont envoyés dans l'île Seguin, considérée par la direction comme un secteur « plus dur ». Pour combler ces départs, elle fait appel à des travailleurs du 38, de l'usine O et aussi de l'île Seguin, considérés, eux, comme diminués physiquement par la médecine du travail ! Avant, certains occupaient des postes qui tenaient un peu compte de leur handicap, mais maintenant ils viennent goûter à la chaîne du 14 ou des ateliers particulièrement pénibles comme ceux des carters cylindres ou des

vilebrequins, où ils manipulent des tonnes de fonte chaque jour. Mais cela ne va pas tout seul. Il y a des réactions et, à la chaîne du 14, pas moins de 5 agents de maîtrise et médecins du travail à 2 millions par mois s'y sont mis pour convaincre un travailleur qu'il pouvait tenir le poste.

Dans ces conditions, l'énerverment, les tiraillements avec les agents de maîtrise ou même entre ouvriers se produisent. Il y a déjà eu ainsi plusieurs avertissements et journées de mise à pied. Et si certains décident de s'arrêter et sont malades... ils reçoivent chez eux des lettres récapitulant la durée des derniers arrêts maladie des années précédentes.

Donc le vent est en ce moment au resserrement de la discipline. Pour l'instant, les ouvriers touchés réagissent au coup par coup, souvent par des délégations et des débrayages.

Mais, avec de telles méthodes, tous ces chefs champions des sanctions vont-ils réussir à monter tout le monde contre eux ? Ce serait aussi un résultat tangible de la venue de Besse !

Correspondant LO

□ CHAUSSON

(Gennevilliers)

Les travailleurs contre le racisme

Vendredi dernier, une affiche anti-arabe intitulée « *Avis aux potes de ton pote* » est apparue sur la chaîne Finition de la camionnette Peugeot J9. Aussitôt, les travailleurs immigrés, indignés, ont débrayé et arrêté la chaîne, avec la neutralité bienveillante de la plupart des travailleurs français. Très vite, les différents chefs de service sont accourus dans le secteur, tenant d'autant plus à montrer leur désapprobation de l'affichette que la chaîne était arrêtée. Ils ont même insisté auprès du contrôleur, encore plus bête que raciste, qui avait fait circuler l'affichette afin qu'il aille s'excuser auprès de chaque travailleur immigré de l'atelier. Ce qui fut rondement mené car, après près d'une heure et demie de blocage de la chaîne, les chefs tenaient à ce qu'elle redémarre !

Toute l'après-midi, le

débrayage a fait beaucoup discuter dans le reste de l'usine, tout le monde ayant été surpris de la réaction de l'atelier concerné. Mais tout le monde n'était pas surpris pour les mêmes raisons : la plupart des travailleurs étaient contents qu'on ne laisse pas passer le racisme dans les rangs ouvriers. Et surtout, c'était la première fois qu'il y avait une telle réaction. Certes, en 1983, il y avait eu un précédent, mais il concernait un chef raciste de la Mécanique dont les travailleurs avaient obtenu la mutation. Quant à ceux qui, sans afficher leurs préjugés, n'en pensent pas moins, il n'en menaient pas large et ne faisaient pas les fiers.

Bref, l'avertissement avait été reçu et, comme le disaient certains camarades : « *Avis aux minables !* » pour la prochaine !

Correspondant LO

Show Gomez à la tour Eiffel

Gomez, le P-DG de la Thomson, fait les choses en grand : il n'a pas hésité à se réserver un des 4 piliers de la Tour Eiffel mercredi 17 avril, pour y tenir une conférence de presse le matin et une visio-conférence le soir.

Pour réunir ses 6 200 hauts cadres, Gomez n'a pas lésiné sur les moyens techniques : 24 centres étaient reliés à la Tour Eiffel, 9 en province par le satellite Télécô 1 et 15 en région parisienne par faisceaux hertziens. Et pour pouvoir dialoguer, 5 centres (un par branche d'activité) étaient munis d'une voie de retour en télévision, les autres disposant seulement d'un numéro de téléphone, style SVP.

Le maître-mot de Gomez a été le « redressement ». En 1984, les pertes devraient être

voisines de zéro, comparées au 1,3 milliard de 1983 ou aux 2,2 milliards de 1982. Le P-DG est heureux...

Un de ses plus beaux « succès » est obtenu dans les ventes d'armes, avec 21,6 % d'augmentation d'une année sur l'autre du chiffre d'affaires de la branche « Equipements et Systèmes » et 30 % sur les bénéfices. C'est dans ce secteur qu'a été signé un contrat mirifique de 35 milliards de francs pour « Shahine 2 » au début de l'année dernière avec l'Arabie Saoudite ; contrat qui se serait conclu, d'après le *Canard enchaîné*, avec un dessous-de-table de 588 millions de dollars, soit plus que le chiffre d'affaires de la branche médicale.

Mais Gomez est un financier, pas un philosophe. Donc, pour

lui, pas de problèmes. S'il faut licencier pour assainir la situation, dans une usine ou une branche, il le fera même si ses profits augmentent par ailleurs. Ainsi, dans la Hi-Fi, il pensait vendre plus, mais ça n'a pas marché. Résultat : 260 licenciements sont prévus à l'usine de Moulins.

A une question d'un cadre, qui lui demandait les raisons de la nouvelle implantation à Conflans-Sainte-Honorine : simple, a répondu Gomez, « *nous cherchions un endroit pour une nouvelle usine, Cergy, Conflans ou ailleurs. A Conflans, on nous a offert le terrain et on nous paye le restaurant d'entreprise* ». Ce qu'il n'a pas dit, c'est que dans le même temps à Conflans 1 000 travailleurs de LTT, filiale de Thomson repassée à CGE, doivent être licenciés en 1985, et que ceux qui doivent aller à Conflans, en provenance de Gennevilliers ou Chatou, ne sont pas forcément très chauds.

Enfin, à une personne qui demandait s'il ne risquait pas de perdre sa place en 1986, Gomez a répondu qu'il se sentait coureur cycliste, qu'il regardait devant lui, mais ni à droite ni à gauche.

Voilà le style d'un P-DG d'entreprise nationalisée, qui semble être le modèle pour Bernard Tapie, puisque celui-ci s'est plaint à une émission télévisée des reproches qu'on



Gomez : un P-DG « moderne »... pour moderniser sur le dos du personnel.

lui faisait pour quelques centaines de licenciements qu'il prévoyait... alors que Gomez en avait programmé 6 000. Quant au modèle de Gomez, ce serait plutôt le P-DG de Chrysler, Lee Iacocca, qui a fait passer l'entreprise d'un déficit de 1,7

milliard de dollars en 1980 à des bénéfices de 2,4 milliards en 1984, moyennant la suppression de 80 000 emplois sur 160 000 et le gel des salaires de ceux qui restaient, pendant 21 mois.

Ah ça ira, ça ira

Dans sa prestation télévisée, Gomez a abondamment parlé des contraintes de la concurrence, notamment celle du Japon dans le domaine de la Hi-Fi. Et pour bien montrer que pour lui c'était dur de se battre, il a rappelé les contraintes de la législation française, qui ne lui permettaient même pas

de faire travailler les femmes la nuit.

C'est vrai que la législation française est archaïque, puisqu'elle ne prévoit même pas de pendre à la lanterne les P-DG tenant de tels propos !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-Gennevilliers.

□ HOSPICES CIVILS DE LYON

Les radios n'en démordent pas

Suite à une circulaire voulant remettre en cause les « congés rayons » auxquels le personnel de radio a droit, ce dernier a entamé une série d'actions pour obtenir l'annulation de cette circulaire. Une Coordination s'est mise en place presque depuis le début du mouvement. Elle regroupe les représentants des huit plus importants établissements des Hospices Civils de Lyon. Les participants de cette Coordination sont aussi bien des syndiqués que des non-syndiqués. Si les décisions sont prises depuis le début dans les assemblées générales des hôpitaux, c'est la Coordination qui est chargée de les appliquer. Par exemple, c'est elle qui a convoqué le mouvement régional du 28 mars. Les directions syndicales n'apparaissent à la Coordination que de temps en temps : la CGT pour décourager les participants en leur mettant des bâtons dans les roues, la CFDT et FO en se contentant de remettre éternellement sur le tapis le problème de l'unité syndicale.

MALGRE LES DIRIGEANTS SYNDICAUX, LE DEBRAYAGE A EU LIEU

Les radios avaient décidé d'un débrayage pour le 23 avril afin de demander le retrait du Comité Technique Paritaire de la circulaire ministérielle remettant en cause les « congés rayons ». La CGT, sachant deux jours avant que ce sujet avait été retiré de l'ordre du jour et reporté à la

réunion du mois d'octobre, a décidé de sa propre initiative d'annuler le débrayage. Et en l'occurrence, les responsables CGT se sont employés à démobiliser. Après un moment de confusion, quelques radios de l'hôpital Edouard-Herriot ont réagi et aussitôt recontacté les autres établissements pour dire que eux voulaient maintenir le débrayage. Le soir, à la Coordination, tous les hôpitaux étaient remobilisés. Dans tous les hôpitaux, des assemblées générales avaient décidé de maintenir le débrayage.

Le lendemain 23 avril, le débrayage était un succès,

rassemblant environ 150 radios. Les radios tenaient surtout à discuter de la suite à donner au mouvement et ils ont renouvelé leur confiance à la Coordination en la mandatant pour organiser la coordination nationale. Tous les radios qui participent activement à l'organisation du mouvement se sont rendu compte que les syndicats étaient complètement inactifs, car ce ne sont pas les bonzes habituels qui dirigent.

Les radios sont en train d'apprendre qu'ils peuvent décider et organiser eux-mêmes leur mouvement.

Correspondant LO



□ CRAM (Rouen)

Cinquième semaine de mobilisation contre un licenciement

Depuis plus de six semaines, les employés de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Rouen protestent contre le licenciement d'un ouvrier de l'entretien. Ce licenciement scandalise l'ensemble des employés, même si tous ne sont pas dans le mouvement. Le motif du licenciement est à lui seul révoltant : « N'a pas su monter un néon chez lui... » Un Comité de soutien a été créé. Il est réélu chaque semaine au cours d'une assemblée accompagnée d'un débrayage de 55 minutes qui réunit toujours plus de cent personnes... Ce Comité de soutien se compose d'employés, de syndiqués CGT, de délégués FO, CFDT et CFTC... Il est soutenu par ces trois derniers syndicats.

Depuis le début du mouvement, la CGT de la CRAM se tient à l'écart du mouvement. Elle n'a appelé à aucun des débrayages. Elle n'a jamais dénoncé le licenciement. Elle s'est contentée de réclamer une réunion de CE pour discuter des problèmes d'embauche à la CRAM, de se taire et de sortir avec la direction quand le Comité a envahi cette réunion du CE. Et voilà que, cinq semaines après le début de l'affaire, la CGT, n'y tenant plus, a sorti un tract. Et celui-ci ne dénonce pas le licenciement mais... le mouvement de protestation des employés, mené par un Comité démocratiquement élu ! Dans ce

tract, elle dénonce l'action engagée, comme étant « une agitation forcenée, se traduisant par des débordements de langage, des arguments au ras des pâquerettes », « une attitude hystérique de la part d'un porte-parole ». Toujours dans ce tract, elle interroge : « Qui s'est comporté de manière irresponsable ? La CGT, qui a recherché le dialogue constructif, ou FO, CFDT, CFTC qui l'ont torpillé, en n'osant pas parler en organisations syndicales ? L'attitude des organisations syndicales CFDT, FO, CFTC, se retranchant derrière un « Comité de soutien », n'est-elle pas plus axée sur la recherche d'une publicité démagogique ? » Au personnel de juger... « en son âme et conscience », conclut-elle.

De nombreux employés ont préféré rire de ce bout de papier. Mais certains syndiqués CGT sont écœurés et se demandent jusqu'où leur syndicat va s'enfermer. D'autant plus que des militants CGT d'autres entreprises (SAGEM, CAF) affirment leur solidarité avec le mouvement.

Quoi qu'il en soit de l'attitude de la CGT, les employés de la CRAM ont décidé de faire regretter à leur directeur de ne pas avoir reculé tout de suite sur ce licenciement qui scandalise tout le monde... L'action continue.

Correspondant LO

□ CAISSE VIEILLESSE (Paris 19^e)

La direction accuse à tort

A la Caisse Nationale Vieillesse, une de nos collègues s'est vu accuser de faux par la direction.

La direction affirmait qu'un formulaire — une formule de liaison avec la Caisse des Dépôts et Consignations — avait été surchargé. Et c'est la situation la plus avantageuse pour l'assuré qui avait été prise en compte pour la « liquidation » du dossier, c'est-à-dire pour le calcul de la retraite. L'assuré en question aurait ainsi bénéficié, si cet horrible crime n'avait pas été découvert par la perspicace direction, de quelques francs supplémentaires de retraite.

A la suite de la découverte de ce prétendu délit, la direction décidait de porter plainte contre notre collègue, sans aucune preuve.

L'accusation était si absurde, le prétexte était si dérisoire, que tout le monde a été scandalisé. Et l'ensemble du service a résolu de ne pas laisser faire, d'autant que notre camarade était en arrêt maladie. Si la direction cherche à fabriquer ce genre d'accusations aberrantes, à mettre en branle la police et la justice pour des peccadilles, c'est qu'elle est prête aussi à accuser les travailleurs de n'importe

quoi. Et ça, nous n'étions pas prêts à l'accepter.

Et c'est avec l'ensemble du secteur Pensions que nous avons décidé de monter au conseil d'administration. Suite à ce débrayage, la direction revenait comme par miracle sur ses accusations et laissait tomber sa plainte.

Notre camarade est maintenant hors de cause. Mais il aura fallu que nous nous mettions en colère pour couper l'envie de la direction de s'attaquer à l'une d'entre nous.

Correspondant LO

Du personnel qui ne coûte pas cher

Une nouvelle circulaire du ministère de la Santé définit les tâches que pourront remplir les jeunes dans le cadre des travaux d'utilité collective (les TUC). Si les premiers textes officiels disaient qu'il n'était pas question de les employer pour boucher les trous, les nouveaux précisent que, s'ils sont titulaires d'un BEP sanitaire ou d'un BEP de secrétariat, ils pourront se voir confier des tâches d'aides-soignants ou d'agents administratifs. L'administration n'aurait

certainement pas attendu ce feu vert, mais la voilà autorisée à le faire en toute légalité. Et c'est tout bénéfice pour elle puisque ces jeunes, pour 20 heures de travail, recevront un salaire ou plutôt une aumône de 1 700 F, dont 1 200 F payés par l'Etat. L'Etat et l'administration voudraient nous apprendre à accepter des salaires de misère, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement !

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière hôpital La Grave à Toulouse.

□ CGCT (Paris XV^e)

L'Etat est pressé de nous voir partir



En avril 1984, la direction annonçait son plan social : 961 suppressions d'emplois, avec pré-retraite à 55 ans, formations de reconversion de 3 mois à un an, un accord avec les PTT pour employer du personnel CGCT, et... un accord avec l'ANPE pour recevoir les offres d'emplois disponibles. La direction affirmait alors qu'il n'y aurait pas de licenciement « sec ».

C'est en septembre 1984 que les premiers noms sont tombés : 80 personnes furent déclarées en sureffectifs. De nombreuses pressions furent faites sur les salariés pour qu'ils acceptent des formations ou des emplois avec perte de salaire. Malgré tout, au début avril 1985, 50 personnes avaient été reclassées, pour la plupart dans le groupe, au lieu des 80 prévues. Du coup, le 12 avril, sur demande de la direction, l'inspection du travail a autorisé le licenciement pur et simple de cinq travailleurs en sureffectif.

A l'appel de tous les syndicats, le lundi 15 avril, une assemblée générale a réuni environ 130 personnes qui ont décidé de monter à la direction pour demander des comptes et manifester notre refus des licenciements. Nous nous sommes alors retrouvés à une bonne cinquantaine dans le bureau d'un directeur. Celui-ci a d'abord commencé par prendre les choses de très haut, refusant de répondre à nos questions tandis qu'il restait vautré dans son fauteuil. Puis,

devant notre colère, il a fini par changer le ton pour nous dire que, de toute façon, le plan des 961 suppressions d'emplois serait exécuté. En partant, tout le monde était conscient que ces cinq licenciements avaient surtout pour but de nous montrer que la direction avait bien l'intention d'aller jusqu'au bout de son plan.

Le jeudi, nous avons appris que des activités allaient être transférées dans le Nord : 22 postes à la comptabilité et 33 aux archives. Après discussion, les deux services ont alors décidé d'appeler, avec le soutien des syndicats, à une assemblée générale pour le lendemain.

Cette fois, plus de 300 personnes répondirent à l'appel. Deux salariés de chacun des services concernés proposèrent alors de monter à la direction, non seulement pour dire ce que nous avions sur le cœur mais aussi pour qu'elle nous dise enfin, et précisément, ce qu'elle avait dans ses plans concernant les sureffectifs et les transferts de services.

Nous avons donc de nouveau envahi le bureau du même directeur, mais cette fois-ci il avait perdu son arrogance et sa belle assurance du lundi. Nous lui avons déversé toutes nos rancœurs, lui disant notre colère devant la façon dont la direction prétend jeter à la rue comme des malpropres des travailleurs qu'elle a exploités pendant 20 ou 30 ans, mais aussi notre colère de voir que l'argent de l'Etat, notre argent,

sert en fin de compte à nous licencier !

Depuis, dans le cadre de la réorganisation, la direction a décidé de muter 90 postes à Longuenesse dans le Nord, en proposant aux travailleurs concernés de suivre. Mais d'ores et déjà elle a aussi annoncé que si ces salariés acceptaient (ce qui est loin d'être le cas), il y aurait 90 personnes en sureffectif à Longuenesse...

Il semble que le gouvernement ait donné des consignes pour activer la restructuration et la rentabilisation des entreprises nationalisées de la téléphonie, afin que tout soit terminé pour le mois de juillet. Or, sur les 961 sureffectifs prévus, il y a bien 390 pré-retraités, mais les autres travailleurs, eux, ne se montrent pas pressés de partir. C'est sans doute pourquoi, pour la première fois à l'usine du XV^e, la CGCT fait miroiter une prime de départ (10 mois de salaire majorée de 3 % par année d'ancienneté).

Ce qui est sûr, c'est que le spectacle de ces directeurs qui étalent leur mépris pour nous en proposant des « solutions » — reclassement ou transfert — dont ils savent pertinemment qu'elles ne sont que du vent, a indigné les travailleurs qui sont allés leur demander des comptes, et ils ne se sont pas privés de le leur dire. Comme le disait une travailleuse : « Eux, ils sont sûrs de continuer à toucher leur salaire » !

Correspondant LO

□ ALSTHOM-ATLANTIQUE (St-Nazaire)

Petits et gros patrons prêts à nous rouler

Cela fait plusieurs mois que les travailleurs de l'Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire qui prennent les transports par cars sont en conflit. Les transporteurs de la Brière et de TTO avaient décidé pour le 1^{er} décembre 1984 de nous faire payer le transport y compris les jeudis et vendredis, même si ces jours étaient des jours chômés : un racket ouvert, ni plus ni moins ! A l'annonce de ce projet, notre réaction avait été immédiate et les transporteurs avaient dû attendre avant de mettre en place leur nouveau système de carte, tout en ayant bien sûr la ferme intention de revenir à la charge.

Mais à chacune de leurs tentatives, la mobilisation massive des travailleurs les a obligés à prendre des précautions. Les différentes assemblées générales appelées et organisées sur le temps de travail ont toujours regroupé près de 1 000 travailleurs sur 1 200 transportés. Au dernier meeting, appelé par l'intersyndicale, mardi 16 avril, nous étions près de 1 000. Une délégation syndicale est allée voir le chef du personnel qui avait pris la précaution de faire fermer les grilles de la direction. Derrière son rideau de fer, il a dit à nouveau que le problème des transports « ne le concernait pas ». Belle hypocrisie. Car il doit bien savoir que les ingénieurs, aux Chantiers, sont transportés gratuitement, comme il doit bien savoir éga-

lement que par un accord signé en 1979 entre les transporteurs et l'Alsthom (et accepté par les organisations syndicales à l'époque), le prix du transport est directement retenu sur notre paie par l'Alsthom puis versé aux transporteurs. Les transporteurs et l'Alsthom marchent finalement main dans la main pour nous faire les poches.

Les uns et les autres, en utilisant l'accord de 1979, devaient espérer que le racket des jours chômés passerait. Pas de chance, nous n'avons pas l'intention de nous laisser plumer !

Depuis quinze jours, le boycott des cars s'est organisé spontanément, les travailleurs venant à quatre dans les voitures personnelles, cela après que les transporteurs ont cyniquement décidé de supprimer les lignes ouvrières durant deux semaines pour tenter de nous mettre au pas et de nous obliger à payer. Le boycott est massif. Les transporteurs voulaient nous démontrer que ce n'était pas rentable de rouler à 35 ou 40 ouvriers par car et qu'« il valait mieux rester au garage » : les voici aujourd'hui qui roulent à vide !

Cela ne suffira peut-être pas pour arracher le transport gratuit à l'Alsthom, mais les transporteurs ont eu là une mauvaise surprise et nous saurons leur en réserver d'autres.

Correspondant LO

Echos des entreprises

Un seul ennemi : le patron

Au Ferrage, il y a un mois, à la Visa, une équipe de trois avait obtenu un quatrième en renfort. La semaine passée, le chef en a muté trois, remplacés seulement par deux nouveaux. Il comptait sur le fait que ces ouvriers étaient tous de langue différente, pour faire passer son mauvais coup.

Seulement ce n'est pas difficile de se comprendre

quand le travail est trop dur. Les trois ouvriers sont donc allés réclamer un quatrième.

Et ils ont gagné. La solidarité des ouvriers a été plus forte que les petites magouilles des chefs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën-Aulnay (Seine-Saint-Denis).

Plus on en fait, moins ça paye

Les ébarbeurs d'OCR sont passés à la production. 20 centimes pour 200 pneus supplémentaires ébarbés. En gros, nous gagnons 28 F environ à en faire 1 800 et 20 centimes pour en faire 200 de plus. Les 1 800 premiers sont payés 64 centimes, les 200 derniers 1 centime, soit

64 fois moins. Nous n'oublions pas que les 200 derniers sont les plus fatigants.

C'est bien une manière de nous demander de ne pas nous fatiguer. Pris note.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Michelin - Cholet.

Encore moins, toujours moins

La direction vient d'agir vite et sans prendre de gants, après la destruction de l'usine de Mions par le feu. Les compagnons prêts à la VL viennent d'apprendre le 17 avril qu'ils étaient mutés depuis le 1^{er} avril : il vaut mieux tard que jamais. Ils ont eu la déplorable surprise de se voir rétrograder de coefficient et avec baisse de salaire. Et tout

ça : « Vous avez de la chance que l'on vous ait trouvé du travail à la VL, même si cela ne correspond pas à votre qualification ».

Passer de l'Outillage à la Fabrication, c'est ça maintenant l'évolution : elle marche à reculons.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RVI - Lyon Vénissieux.

« L'envers des pyramides » de Daniel Le Gac

Comment vit-on en Egypte aujourd'hui ? Quels sont les problèmes qui se posent à la population ? Ses rapports avec le pouvoir ? Ce sont ces quelques sujets que l'auteur, journaliste ayant séjourné plusieurs années dans ce pays, aborde dans cet ouvrage. Il ne fait pas une analyse politique du régime égyptien, s'attachant plutôt à montrer, au travers de multiples témoignages ou observations, ce qui fait la vie quotidienne en Egypte.

Le sort du fellah, vivant misérablement des produits de la terre, n'a guère changé depuis des siècles. Mais de plus en plus, cette masse de paysans pauvres fuit la campagne pour aller s'entasser dans les villes, principalement au Caire. La ville est donc surpeuplée ; trouver un logement relève de la gageure, les taudis se multiplient. Et quand, par chance, on a réussi à se loger, c'est dans l'inconfort : l'infrastructure ne suit pas, les coupures d'eau, par exemple, sont fréquentes, principalement dans les quartiers populaires. C'est

même souvent le logement dans le risque. Des propriétaires d'immeubles vétustes n'hésitent pas à les surélever pour accroître la surface habitable, leurs profits, mais aussi du même coup le danger d'écroulements, qui ne sont pas rares.

Les pouvoirs publics, quand ce ne sont pas des hauts fonctionnaires qui sont directement mêlés à des trafics ou scandales, ferment en tout cas les yeux sur les irrégularités. De toute façon, l'administration, pléthorique et inefficace, marche principalement au pourboire. Sont automatiquement fonctionnaires tous les diplômés n'ayant pas trouvé d'emploi à la fin de leurs études — et ils sont nombreux ; sous-payés, occupant un poste bien en dessous de leur qualification, ils forment une caste de petits-bourgeois aigris, qui forme d'ailleurs une des principales clientèles des groupes musulmans intégristes. Le seul service réellement efficace est, bien sûr, la police omniprésente, et qui espionne tout le monde.

Ainsi, cet « envers des pyramides » offre un tableau du sous-développement, tel qu'il se marque dans tous les aspects de la vie quotidienne : inégalité des revenus criante, entre une poignée de profiteurs et l'ensemble de la population pour qui l'augmentation du prix des céréales est catastrophique, pénurie de certains biens de consommation, Etat dictatorial craignant la population, police puissante pour maintenir l'ordre.

Bien que l'auteur parle surtout longuement des milieux qu'il a fréquentés — à savoir la petite bourgeoisie intellectuelle de la capitale —, l'ensemble du livre, documenté, donne un aperçu intéressant de ce qu'est aujourd'hui la société égyptienne.

Marianne LAMIRAL

L'envers des pyramides - L'Egypte au quotidien de Daniel Le Gac. Ed. Le Sycomore. 79 F.



Le Caire : une capitale surpeuplée. Plus de 100 000 personnes occupent les grands tombeaux des cimetières.

« L'escolier de dieu »

de Mika Waltari

Mikaël, le héros de ce roman historique de Mika Waltari qui vient d'être traduit en français, est né en Finlande (comme son créateur) vers 1502. Mais si son histoire, qu'il nous raconte lui-même, est étroitement mêlée d'abord aux querelles et aux guerres entre Danois et Suédois, elle déborde largement sur toute l'Europe. Mikaël étudie à l'université de Paris, voyage en Italie et en Espagne, se marie et combat en Allemagne et il finit par assister à la prise et au sac de Rome, en 1527, par les troupes de Charles Quint. De plus, son fidèle camarade Antti assiste de son côté à nombre d'événements historiques, dont il fait le récit.

C'est donc toute une fresque du début du XVI^e siècle que nous trouvons dans ce roman. On y voit aussi bien les humanistes qui renouent, grâce aux livres imprimés, avec les auteurs de l'Antiquité, que les savants, médecins et chirurgiens en particulier, qui peuvent, comme Paracelse, préten-

dre dépasser Galien grâce aux progrès de l'expérimentation... et aux leçons de choses fournies par les multiples guerres que se livrent les souverains. Dans ces guerres, entre Danois et Suédois, entre François 1^{er} et Charles Quint, entre paysans et chevaliers, la science et la technique prennent une place de plus en plus grande et un habile artilleur vaut bien un preux chevalier. Waltari nous montre de façon très réaliste ces guerres, accompagnées de massacres et de pillages, et que suivent régulièrement la famine et la peste, aussi bien pour les soldats mercenaires que pour les populations civiles.

Mikaël assiste aussi à la montée du protestantisme, à partir aussi bien de la lecture de la Bible, en latin et dans les nombreuses traductions en langue vulgaire, que de la confiance humaniste en la raison humaine et que la révolte sociale contre les abus du pouvoir de la noblesse et du clergé.

Cette puissance des ordres privilégiés apparaît dans les détails de la vie. Et si le héros finit par perdre toute confiance dans le pape, c'est à la suite d'un procès en sorcellerie dont sa femme est la victime et où l'on saisit bien l'engrenage des aveux et des dénonciations. Au cours de ses pérégrinations, Mikaël fait aussi la connaissance de Thomas Müntzer, assiste aux prédications contestataires et à l'écrasement de l'armée des paysans de Thuringe par l'armée des princes allemands.

Ce roman, plein de portraits de grands personnages et de descriptions d'histoire, a en plus le mérite de ne pas manquer d'humour. La suite des aventures de Mikaël, qui se passe dans les pays sous la domination des Turcs, est annoncée pour bientôt.

Vincent GELAS

L'escolier de dieu, de Mika Waltari. Ed. Olivier Orban. 542 pages. 95 F.

« Alice Van Meulen »

de Jacques Duquesne

Ceux qui ont apprécié le premier livre de Jacques Duquesne, *Maria Vandamme*, risquent d'être un peu déçus par sa suite qu'est *Alice Van Meulen*.

On y retrouve les mêmes personnages, l'ex-servante Maria Vandamme et la famille de ses ex-patrons les Rousset, entre autres, et toujours dans cette région du Nord où la fin du XIX^e siècle fait pousser les usines et voit se développer le mouvement ouvrier. Jacques Duquesne a également gardé de son premier roman la même

facilité à entremêler l'intrigue romanesque et la description de la réalité sociale de l'époque.

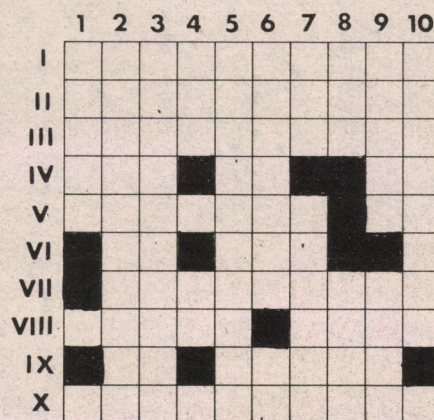
Avec *Maria Vandamme*, on pénétrait parmi les opprimés des premières usines. Dans *Alice Van Meulen* c'est le milieu patronal que Jacques Duquesne s'est surtout attaché à décrire, en particulier les difficultés d'une jeune femme veuve qui veut rester à la tête des usines de son ex-mari. Tout cela ne laisse pas insensible et on apprend même au fil des pages un peu ce qu'était la

France des années 1880. Mais à suivre Alice Van Meulen, femme patronne, mère célibataire, éduquant de plus un enfant un peu anormal psychologiquement, on se dit que Jacques Duquesne a quelque peu sacrifié à la mode et que ce roman historique sur le XIX^e siècle est ficelé avec des ingrédients un peu trop actuels.

Nelly MEYER

Alice Van Meulen de Jacques Duquesne. Ed. Grasset. 89 F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Qualifie une forme qui convient au bateau comme à l'avion. II. Elle ne partage pas son pouvoir. III. Ses « jardins flottants » font l'attrait de ce site mexicain. IV. Une demoiselle qui n'a pas peur des pavés. Vieille mesure chinoise. V. Douce comme un agneau. Il arrose Saint-Omer. VI. Cœur de l'Inca. Loi sans ordre. VII. Elle a perdu ses fleurs, et elle en est toute retournée. VIII. On prétend que dieu le fit du monde (mais il est plus sûr d'en douter). Préfixe précieux. IX. Un poète grec qui a perdu sa moitié. Avec Chevenement, pas de danger qu'on l'apprenne à l'école. X. Au XX^e siècle, il se pratique en masse.

VERTICALEMENT. — 1. Dictateur récemment décédé. 2. Mettras des distances. 3. Avec la crise, elles se multiplient. 4. Dans Alighieri. Soleil du mystique. 5. Fait la joie du géologue. 6. Un arbre qui a son avenir devant lui. Points cardinaux opposés. 7. Par là. Botte renversée. 8. Une fleur qui a perdu... ses voyelles. A l'envers : nouveau. 9. Une de nos potes. Se trompa. 10. Poète romantique italien.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	A	S	P	O	U	T	I	N	E
II	O	R	T	E	I	L		M	U	R
III	U	T	E	S		T	A	P	E	E
IV	G	I	L	E	T	I	E	R	E	S
V	E	L	L	E		H	U	E		I
VI	G	L	A	S		E	N		P	
VII	O	E	I		F		R	A	T	E
VIII	R	U	R	A	L	E		B	E	L
IX	G	R	E	N	O	U	I	L	L	E
X	E	S	S	E	N	T	I	E	L	S

« Au-delà des murs »

d'Uri Barbash

Toutes les prisons du monde se ressemblent. En tout cas, la prison israélienne où se déroule ce film israélien de Uri Barbash pourrait, à bien des égards, se trouver en France, aux Etats-Unis ou dans un quelconque autre pays. On s'entasse dans les cellules, dans une promiscuité sordide, sous la surveillance des gardiens et de l'administration. Celle-ci règne par différents procédés plus odieux les uns que les autres, et parmi lesquels le passage à tabac paraît somme toute presque anodin. Elle assure son pouvoir sur les détenus en s'attachant différents « caïds », en les jouant les uns contre les autres, en pratiquant le mouchardage, voire même en favorisant un meurtre avec un parfait cynisme. Elle couvre aussi l'introduction de la drogue qui lui donne un moyen de chantage. Sous sa pression continue, c'est un climat d'extrême tension qui règne, fait de violences, de brimades, de bagarres, de conflits entre détenus, de haine.

Mais la prison ne fait que refléter, en les aggravant, les conflits de la société. Dans cette prison israélienne, il y a

des Juifs, pour la plupart « droits communs » et des Arabes, le plus souvent poursuivis pour leur appartenance à l'OLP. Toutes les haines, toute la violence qu'engendre cette société en miniature trouvent du coup un exutoire dans la haine nationale féroce que se vouent les deux clans, et que les événements politiques du dehors (un attentat dû à un commando palestinien) viennent aggraver. L'administration, bien entendu, tire parti de ce climat et fait ce qu'il faut pour l'attiser.

Le film fournit ainsi un véritable tableau de la société israélienne, avec ses haines nationales exacerbées, sa violence, sa militarisation. Mais il nous montre aussi qu'une solution est possible. Sous l'impulsion de deux détenus, l'un Arabe, l'autre Juif, une solidarité se crée contre l'administration, et finalement une action commune et consciente — une grève de la faim — dans laquelle naît une véritable fraternité ; le pouvoir de l'administration chancelle.

Au-delà des murs est un film



Prisonniers palestiniens dans une prison israélienne.

militant, inspiré par des militants du mouvement « la paix maintenant » qui lutte contre la politique guerrière du gouvernement israélien. C'est un film dur, comportant des scènes

parfois difficilement soutenables ; mais au fond il est à l'image de la réalité carcérale et même de la société israélienne elle-même ; l'oppression permanente des Arabes dont

elle est le siège ne tend-elle pas tout naturellement à en faire une prison, non seulement pour les Arabes, mais pour les Juifs eux-mêmes ? Un film à voir.

« Subway »

de Luc Besson



Non, ce n'est pas un film publicitaire financé par la RATP, même si un des principaux personnages du film est bien le métro, ses couloirs et ses souterrains, filmé, il est vrai sous un angle original et spectaculaire.

Un film policier ? Une histoire de papiers volés sert de toile de fond à l'action, mais ce n'est sans doute pas la prétention de l'auteur d'avoir voulu ficeler une intrigue élaborée et créer un suspense à couper le souffle.

Un film d'amour ? A condition de ne pas être très exi-

geant sur la psychologie des personnages. Ceci dit, le sourire irrésistible de Christophe Lambert face au regard d'Isabelle Adjani a de quoi « émouvoir » plus d'un et plus d'une.

En fait, ce film, c'est d'abord des acteurs, outre Adjani et Lambert, on y voit Galabru, Bohringer, Anglade et Bacri. C'est aussi une ambiance basée sur des images chic et un son choc... accompagnés d'une certaine dose d'humour.

Finalement, de quoi prendre un ticket pour se distraire d'une semaine « métro-boulot-dodo ».

L.M.

Sélection télé

Samedi 27 avril

14 h. FR3. Entrée Libre : Victor Hugo et la révolution. Il a en effet connu trois révolutions : 1830, 1848, 1871. Un film raconte ses réactions à partir de ses écrits et de ses paroles, suivi d'un débat avec des spécialistes de Victor Hugo dont l'historienne Madeleine Reberrioux.

20 h 40. TF1. Série Noire : Rhapsodie en jaune. Téléfilm. Un ancien flic sur la piste d'un ancien GI américain ayant participé à un massacre au Vietnam. L'enquête est menée à toute allure dans le nouveau « quartier chinois » du 13^e arrondissement de Paris.

22 h 15. TF1. Droit de réponse : le PMU, comment fonctionne-t-il ? A qui rapporte-t-il ?

Dimanche 28 avril

20 h 40. TF1. La ligne de démarcation, film de Claude Chabrol (1966), avec Jean Seberg, Maurice Ronet, Daniel Gélin et Stéphane Audran. En 1941, chronique historique d'un village occupé de la région de Dole (Jura), inspirée par les livres du colonel Rémy sur la Résistance. Une vision très gaulliste...

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Le tombeau hideux de Fritz Lang (1958). Le combat des forces du bien et du mal au pays des maharadjahs.

Lundi 29 avril

20 h 35. TF1. Borsalino and Co, film de Jacques Deray (1974), avec Alain Delon. La vengeance d'un mauvais

garçon chez les gangsters marseillais en 1934.

20 h 35. FR3. Le jouet, film de Francis Veber (1976), avec Pierre Richard et Michel Bouquet. Fable sociale qui met aux prises un milliardaire tyrannique et un journaliste au chômage.

Mardi 30 avril

20 h 40. A2. Le cercle rouge, film policier de Jean-Pierre Melville (1970), avec Alain Delon, Bourvil, François Périer, Gian Maria Volonte et Yves Montand en policier devenu truand par alcoolisme.

20 h 50. FR3. The Misfits, film américain de John Huston (1961) avec Clark Gable, Marilyn Monroe et Montgomery Clift, scénario d'Arthur Miller. La chasse aux chevaux sauvages pour en faire de la viande pour chiens, symbole de la disparition de la civilisation...

22 h 10. TF1. Histoire à la Une : Le temps des assassins - quarantième anniversaire de la libération des camps de concentration nazis. Documents d'archives et témoignages qui rappellent, entre autres, que les Allemands eux-mêmes ont été les premières victimes du nazisme.

23 h 35. FR3. La charge victorieuse, film américain de John Huston (1952). La guerre de Sécession aux USA.

Mercredi 1^{er} mai

23 h. FR3. Variations sur « L'Internationale » et autres chansons. Une évocation de la naissance et de la destinée du texte, écrit par le communard Eugène Pottier à Paris en juin 1871,

et de la musique composée à Lille en juillet 1888 par l'ouvrier Pierre Degeyter.

Jeudi 2 mai

20 h 35. TF1. Les misérables, film en quatre parties d'après Victor Hugo, mis en scène par Robert Hossein, avec Lino Ventura et Michel Bouquet.

20 h 35. A2. Le corniaud, film comique de Gérard Oury (1964) avec Bourvil et Louis de Funès.

20 h 35. FR3. La pourpre et le noir, téléfilm italo-américain avec Gregory Peck, Christopher Plummer, John Gielgud et Raf Vallone. Une vision idéalisée et américanisée du rôle de Pie XII à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'Italie occupée par l'armée allemande.

21 h 35. TF1. Infovision - reportages : Brésil, les enfants de la misère, Trafic d'organes humains, Berlin, 40 ans après (la capitulation nazie).

23 h 10. TF1. Un homme pour l'éternité, film américain de Fred Zinnemann (1966). Au XVI^e siècle, le conflit entre le roi d'Angleterre Henry VIII, qui veut obtenir du pape l'autorisation de divorcer, et l'humaniste Thomas More, auteur de L'Utopie.

Vendredi 3 mai

21 h 35. FR3. Les années pub : enquête sur la publicité autour des spots récents réalisés pour Citroën. Comment concrètement se fabrique une pub. Avec l'inévitable Séguéla.

23 h. A2. Ciné-club : Les Marx brothers au grand magasin (1941).

« La maison et le monde » de Satyajit Ray

Ce film est tiré d'un roman de l'écrivain bengali Rabindranath Tagore. Poète mystique et partisan de la non-violence, Tagore a néanmoins dénoncé les traditions archaïques de la société indienne : les mariages d'enfants, le système des castes, la mise à l'écart des veuves — quand on ne leur imposait pas d'être brûlées vives aux côtés de leur défunt mari, conformément au rite du sati.

Dans ce film, qui suit assez fidèlement le livre, Nikhil, petit seigneur bengali du début de ce siècle, veut aider sa femme Bimala à s'émanciper. Il la fait donc instruire par une gouvernante anglaise et surtout il lui permet de sortir du zénana, la partie où sont habituellement cloîtrées les femmes.

A peine se meut-elle hors de ce cloître que Bimala fait la

connaissance d'un ami d'études de Nikhil, Sandip, leader nationaliste qui aux cris de *Bande Mataram* (*Salut, mère !* — la mère patrie bien sûr) veut organiser un boycott des produits fabriqués à l'étranger.

Le mari, libéral sans toutefois être complaisant, va s'effacer pour laisser sa femme faire son expérience sentimentale. Il apparaît bien vite que Sandip n'est pas un « cœur pur » comme le sont les jeunes qui le suivent et qu'il est préoccupé de son confort personnel plus que de sa cause. Et pour que la « démonstration » de Tagore soit bien complète, on nous montre comment ce même Sandip, après avoir attiré Bimala hors du nid conjugal et attisé le feu entre les deux communautés, hindouiste et musulmane, quitte le pays

quand commencent les affrontements entre les deux communautés.

Nikhil trouvera la mort en allant essayer de séparer les belligérants. Et Bimala sera abandonnée au triste sort des veuves indiennes.

Moralité : Bimala n'ayant pas su faire bon usage de sa liberté si paternellement et généreusement offerte par son rêveur de mari, en subit donc la punition.

Au-delà de la critique sociale — celle de la condition féminine dans l'Inde traditionnelle —, ce film se résume donc à un plaidoyer en faveur de la « sagesse » et de la résignation face aux archaïsmes d'une structure sociale réactionnaire. Une « sagesse » et une résignation



qui laissent en place les privilégiés du système, mais que la masse de la population oppri-

mée a payées et continue de payer très cher.

Jacques FONTENOY

« Le jeu du faucon »

de John Schlesinger



Dès le générique, on est averti que le film s'inspire d'une affaire d'espionnage qui a défrayé la chronique aux USA vers la fin des années 1970.

Lors de leur procès, en 1977, les accusés, Daulton Lee et Christopher Boyce, reconnaissent avoir livré aux Soviétiques divers documents secrets concernant les satellites espions utilisés par la CIA.

Dans son film, John Schlesinger s'interroge sur leurs motivations. Il décrit leur milieu respectif ; importante bourgeoisie d'affaires chez Lee, père ex-fonctionnaire du FBI pour Boyce. Tous deux ont été enfants de chœur à quinze ans, ont fréquenté la même école et la même université. Mais le premier s'adonne à la drogue et aux trafics en tout genre, tandis que le second vient tout juste de jeter son froc de séminariste aux orties. Lee se livrera au renseignement pour compléter ses petites combines. Boyce, lui, le fera par rancœur et par désillu-

sion envers les valeurs qui lui avaient été inculquées et dans lesquelles il ne peut plus croire.

Réquisitoire socio-politique, le film n'en est pas moins un film d'espionnage avec quelques petits moments de suspense, un peu d'humour et beaucoup de messages codés.

L'establishment et les institutions américaines en prennent pour leur grade, mais aussi la CIA et le FBI, sans oublier les services soviétiques (les Russes sont inquiétants à souhait). Et les deux protagonistes semblent regretter amèrement leurs actes. Il ne faudrait quand même pas oublier que Daulton Lee a été condamné à perpétuité et Boyce à 40 ans de prison pour avoir divulgué les formules « top-secret » — mais très facilement accessibles — d'un engin périmé... Certains diront qu'il n'y a que l'intention qui compte !

André JULLIARD

On nous communique

THÉÂTRE :

L'exception et la règle, pièce de Bertolt Brecht, est présentée au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, jusqu'au 23 juin, les mardis et vendredis à 20 h 30 et les dimanches à 17 h. (Pour réserver : 243.00.59.)

La troupe du Théâtre de La Vache Cruelle présentera du 21 au 31 mai 1985 un spectacle évoquant la sécheresse au Sahel : **Images de sécheresse**, au Théâtre Noir, 16, rue Louis Braille 75012 Paris ; Tél. : 346.91.93.

DANSE :

LALU LA, spectacle de danse contemporaine par le groupe Alttroteatro au Paris Art Center, 36, rue Falguière 75015 Paris ; Tél. : 322.39.47. du 29 avril au 5 mai.

Sélection cinéma

Films récents...

LÀ DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.
Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.
Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Maxeville 9^e.

EIJANAICA.

de Shohei Imamura.
Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX^e siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissaient alors dans le mot d'ordre « *Changer le monde* ».
Reflét Médecis 5^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo). Olympic Entrepôt 14^e (vo). Sept Par-nassiens 14^e (vo).

AMADEUS

de Milos Forman.
Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleusement

commentée par Mozart ou Salieri eux-mêmes, sublime.
Impérial 2^e. Vendôme 2^e (vo). Cinoches 6^e (vo). George V 8^e (vo). Studio 49 9^e (vo). Montparnos 14^e.

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.
Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.
Capri 2^e.

KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani
La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.
14 Juillet Parnasse 6^e (vo). 14 Juillet Racine 6^e (vo).

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.
Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.
Panthéon 5^e (vo). Marbeuf 8^e (vo).

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.
Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.
Danton 6^e. Normandie 8^e. UGC Boulevards 9^e. Para-

mount Montparnasse 14^e. Convention St-Charles 15^e. Ranelagh 16^e. Clichy Pathé 18^e.

SOLDIER'S STORY.

de Norman Jewison.
L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société.
Marignan 8^e (vo). Lumière 9^e. Paris Ciné 10^e.

ANOTHER COUNTRY

de Marek Kaniévski
La vie d'un collègue anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.
Olympic Luxembourg 6^e (vo).

LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.
L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.
Impérial 2^e. St-Germain Studio 5^e. Elysée Lincoln 8^e. Paramount Montparnasse 14^e. Club de l'Etoile 17^e.

... et moins récents

DOCTEUR JIVAGO.

de David Lean.
Une grande fresque sur la Révolution russe.
Action Lafayette 9^e.

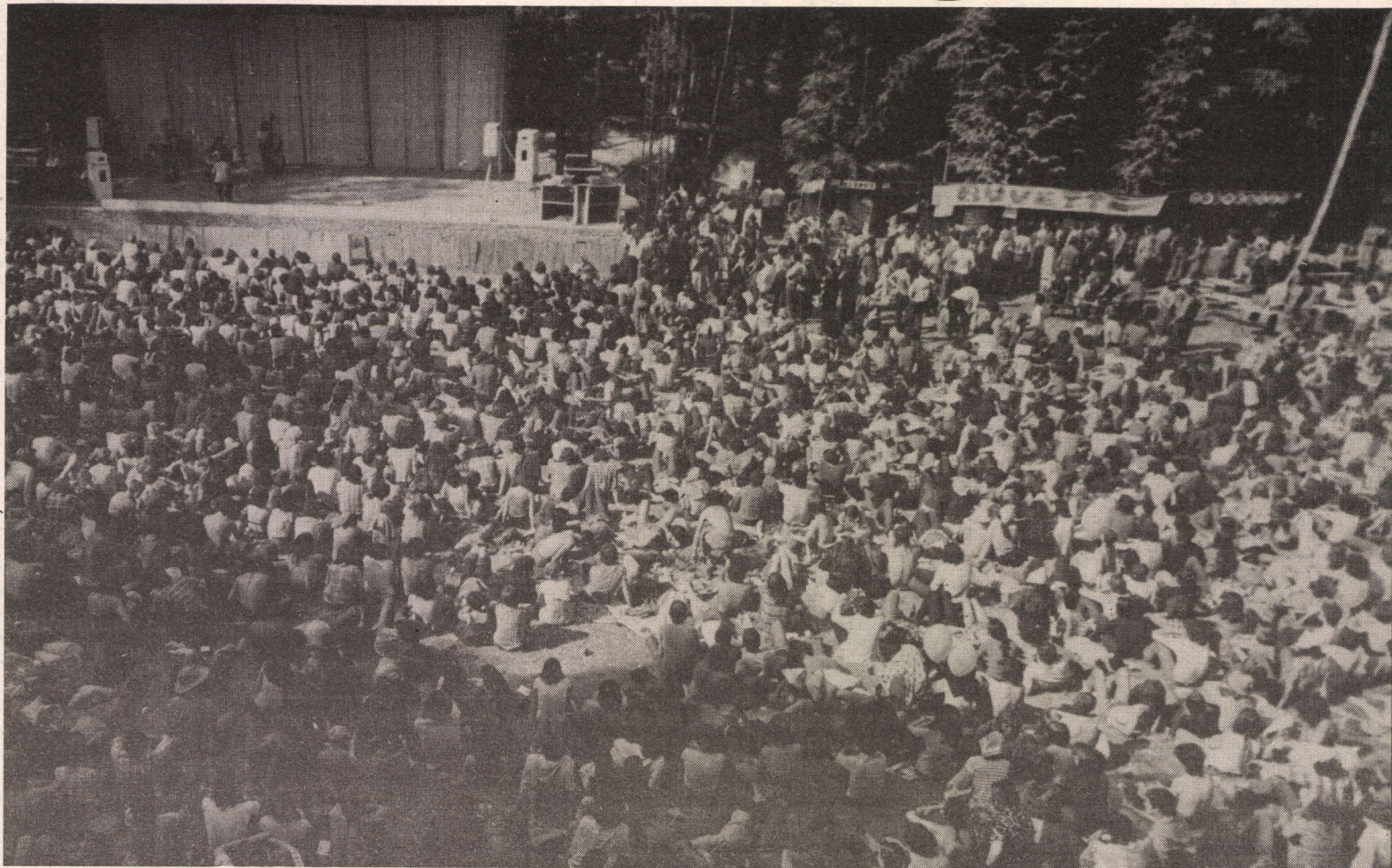
Pentecôte 85

25, 26, 27 mai

BIENTOT LA FETE

☐ Trois jours de détente dans un décor champêtre.

☐ Un grand rassemblement politique des militants, sympathisants et amis de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.



☐ Un spectacle non-stop sur plusieurs scènes aménagées

☐ Nous pouvons déjà annoncer :



Francesca Solleville

SAMEDI Marianne Sergent
Luther Allison

DIMANCHE Anne Sylvestre
Agouti (ballet antillais)

LUNDI Francis Lalanne
Francesca Solleville
Karim Kacel



Karim Kacel

Et aussi, pendant les trois jours, du rire avec Jean Kergrist, du théâtre avec le Gruppo Teatro Laboratorio, et des dizaines d'autres groupes de musiciens, chanteurs, comédiens.

☐ Des jeux...

☐ De l'animation...

☐ Des expositions...

☐ Des débats...



SOUDAN

La dictature se maintient, la loi islamique aussi

Trois semaines après le renversement du général Nemeiry par un coup d'Etat, faisant lui-même suite à une grève générale et à des émeutes, un nouveau gouvernement a été mis en place au Soudan. Il comporte une majorité de personnalités civiles, mais aussi cinq militaires. En fait, pour l'essentiel, il consacre le fait que l'armée garde la haute main sur le pouvoir politique.

C'est le chef de l'armée, le général Sewar Ed Dahab, qui a déposé Nemeiry. Mais son souci était, de toute évidence, de sauvegarder l'essentiel en débarrassant le régime d'un

dictateur usé, qui concentrait contre lui l'animosité de toute la population. Il a bien promis, au lendemain du coup d'Etat, l'organisation « d'élections libres et impartiales ». Mais celles-ci ne devraient pas avoir lieu avant un an, ou même plus, « si les circonstances l'exigent ». Et dans l'immédiat, la composition du nouveau gouvernement a été dictée par les chefs militaires, après un simulacre de négociations avec les partis et les syndicats qui ont contribué à la chute de Nemeiry.

En fait, c'est la même dictature qui reste en place et même

les mêmes hommes. Le nouveau chef de l'Etat a annoncé que la plupart des personnalités du régime de Nemeiry arrêtées lors du coup d'Etat seront remises en liberté. A Nemeiry lui-même qui, lui, a demandé dans une lettre s'il pourrait rentrer au Soudan « en tant que simple citoyen », le général Sewar Ed Dahab a répondu que « personne ne peut l'en empêcher ; le Soudan est ouvert à tous ses fils ». Il a précisé aussi qu'il n'était pas question de chercher à faire extraditer ou à juger Nemeiry, car il y a « des choses plus urgentes à faire ». On comprend facilement que,



...un éteignoir possible pour les espoirs populaires ?

la plupart des hommes liés à la dictature précédente restant en place — à commencer par le nouveau dictateur lui-même —, celui-ci ne tient pas à remuer un passé gênant.

Plus encore, on avait cru un moment que l'application de la loi islamique, la « chari'a », décidée du temps de Nemeiry et qui faisait contre elle la quasi-unanimité, serait suspendue. Il n'en a rien été : la presse a annoncé que de nouveau on a fouetté en public des femmes accusées d'avoir consommé de l'alcool.

L'application de la « chari'a » ces moyenâgeux, administrés en public, comme les amputés avait été décidée suite à l'entrée de représentants du mouvement intégriste des Frères Musulmans dans le gouvernement de Nemeiry. Le régime avait alors multiplié les supplications pour les voleurs, la peine de mort pour les femmes adultères, le fouet pour les couples non mariés soupçonnés d'avoir eu des rapports sexuels ou d'avoir eu l'intention d'en avoir, ou bien pour les consommateurs d'alcool.

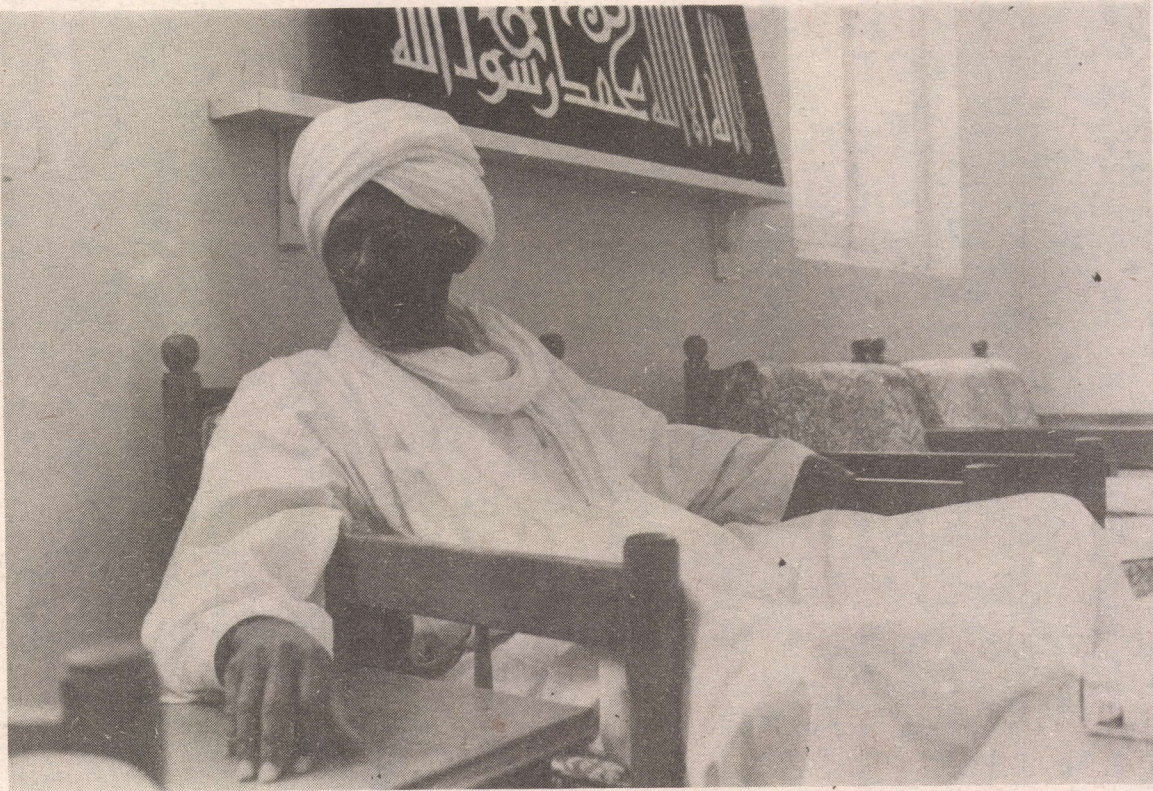
Peu avant sa chute, Nemeiry avait lâché un peu de lest devant le mécontentement entraîné par l'application de la loi islamique. Il s'était séparé

des Frères Musulmans et avait fait emprisonner leur leader, Hassan El Tourabi. mais la loi islamique est toujours là. Les Frères Musulmans font pression contre son abrogation, mais les nouveaux dirigeants n'ont sans doute pas besoin de cela pour comprendre toute l'utilité qu'elle peut avoir pour eux dans la période à venir, où ils vont chercher à mettre au pas le mouvement populaire qui a contribué à la chute de Nemeiry. Des lois répressives imposées au nom de la religion et de la tradition, appuyées par un mouvement politique organisé et agissant, peuvent donner une justification à une répression insidieuse, à une police omniprésente. C'est au moins une raison pour ne pas se presser de les abroger.

Le nouveau régime soudanais, au moins, annonce clairement la couleur : prolongation de la dictature militaire, maintien des mêmes hommes, lois réactionnaires. Quant aux Frères Musulmans et à leur idéologie, qui se présente souvent comme « radicale » ou « anti-impérialiste », on voit bien comment ils peuvent servir à couvrir le règne des possédants soudanais et de l'impérialisme d'un voile de « tradition ».

A.F.

Hassan El Tourabi, leader des Frères Musulmans...



LES USA ET LE NICARAGUA

Pas de rallonge pour Reagan

Après plusieurs semaines de polémiques auxquelles la presse américaine a accordé une large place, la Chambre des représentants — dominée par l'opposition démocrate — a finalement repoussé à près de 60 % des voix les 126 millions de francs de crédits que réclamait Reagan en faveur de la guérilla « contra » du Nicaragua.

Le projet initial avancé par Reagan stipulait que cet argent serait consacré dans un premier temps à fournir la guérilla en vivres, médicaments et vêtements, pendant que le gouvernement américain s'efforcerait d'obtenir un accord de cessez-le-feu du gouvernement sandiniste. Et il ajoutait que, si un tel accord n'était pas obtenu au 1^{er} juin, les crédits pourraient être utilisés à des fins militaires.

C'est cette condition, qui permettait de fait à Reagan de disposer des crédits demandés comme il l'entendait et sans

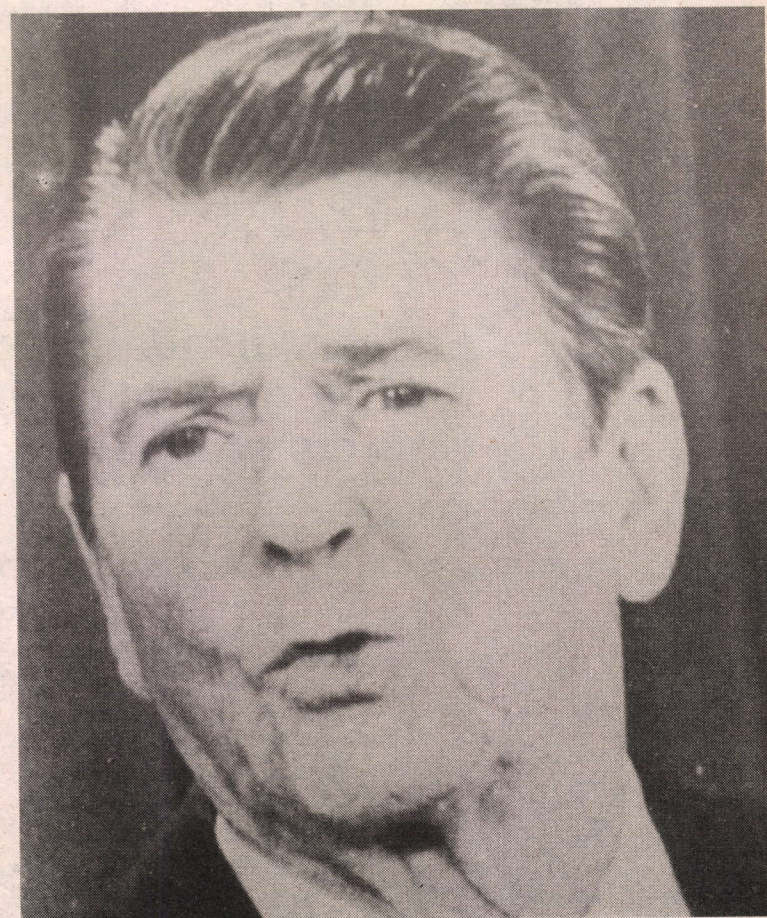
avoir à rendre de comptes au Congrès (quoi de plus facile que de faire capoter d'éventuelles négociations de cessez-le-feu !), qui avait suscité un tollé général dans les rangs démocrates. A la suite de quoi Reagan avait mis de l'eau dans son vin, en remballant cette condition et en promettant de renouer les contacts rompus en janvier avec les sandinistes. Et c'est cette proposition de compromis que les représentants démocrates ont finalement repoussée.

Non pas que les démocrates soient hostiles par principe à la politique de Reagan au Nicaragua. S'en est-il trouvé ne serait-ce qu'un seul pour protester au cours des débats contre les grandes manœuvres qui ont eu lieu début avril au Honduras, au cours desquelles 7 000 soldats américains ont simulé un débarquement naval et aérien ? D'ailleurs, dans le passé, Reagan n'a-t-il pas toujours réussi à rallier un nombre suffisant de

voix démocrates pour faire passer ses projets à la Chambre des représentants, où ses partisans sont pourtant minoritaires ?

En fait, la seule chose sur laquelle les démocrates n'ont pas voulu céder, si l'on en croit leurs porte-parole, c'est sur la façon dont cet argent serait distribué. Après avoir, en octobre dernier, enjoint à la CIA de se désengager du Nicaragua, les représentants démocrates n'ont pas voulu se laisser ridiculiser publiquement en courant le risque de voir la CIA revenir sur le terrain en force sous couvert d'aide humanitaire, et avec leur bénédiction.

Reagan a donc essuyé cette fois-ci un refus net. Ce n'est certes pas la première fois, et sans doute pas la dernière. L'ennui, pour Reagan, c'est que ce vote intervient précisément à la veille de la discussion du budget 1986, dans lequel il demande de pouvoir disposer sans contrôle d'un crédit de



250 millions de francs pour sa politique au Nicaragua. Mais de tels avatars font partie du petit jeu parlementaire qui oppose traditionnellement les

démocrates aux républicains. Et, jusqu'à présent, cela n'a jamais empêché Reagan de mener la politique qu'il voulait, au Nicaragua ou ailleurs.